

IFEAC



**INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES SUR L'ASIE CENTRALE
ФРАНЦУЗСКИЙ ИНСТИТУТ ИССЛЕДОВАНИЙ ЦЕНТРАЛЬНОЙ АЗИИ
FRENCH INSTITUTE FOR CENTRAL ASIAN STUDIES**

WORKING PAPER N° 42

Le Kazakhstan et le terrorisme islamiste : entre encadrement juridique exponentiel et nouvelle approche sociale de la déradicalisation

Kazakhstan and Islamist terrorism: between an exponential legal framework and a new social approach of deradicalization

Clotilde BROGNIART, Sciences Po Strasbourg - Relations Internationales¹



Une intervention antiterroriste du Comité de Sécurité Nationale (« Komitet Natsionalnoi Bezopastnosti »). Photo: platon.asia. Extrait de : Zakon.kz. (20 декабря 2019). «КНБ нейтрализовал 7 групп радикалов в Казахстане».

¹ clotildebrogniart@laposte.net

Introduction

Le Kazakhstan partage de fait les problématiques sécuritaires avec ses voisins centrasiatiques. Il se trouve notamment confronté à la percée terroriste islamiste sur laquelle se braquent aujourd'hui tous les projecteurs, et en fait une priorité de sa sécurité nationale.

Néanmoins, cette posture ne date pas du séisme provoqué par Al-Qaida en 2001 ou de l'avènement de Daech en 2014 ; les autorités kazakhstanaïses ont dès l'indépendance mis l'accent sur une politique antiterroriste extensive, impulsée en grande partie par le président de la République. Plus qu'une nécessaire riposte à une menace grandissante, l'antiterrorisme au Kazakhstan défend des institutions en place qui ont fait de la laïcité la pierre angulaire de l'État. C'est pourquoi l'ensemble des mesures destinées à lutter contre le terrorisme y sont constamment actualisées, amendées et durcies, en particulier depuis la flambée d'attentats de 2011 et 2016.

Malgré tout, une prise de conscience s'opère progressivement dans les plus hautes sphères du pouvoir, et permet une revalorisation du travail de déradicalisation et de réinsertion sociale : la ligne « dure » antiterroriste kazakhstanaïse s'étoffe ainsi peu à peu d'une approche plus sociologisante, qui tente de prendre en compte les lacunes des pouvoirs publics pouvant faire le lit du terrorisme. Le Kazakhstan, pays tant réputé pour sa stabilité qu'il ignorait parfois volontairement l'enracinement d'un islam radical sur son sol, fait donc émerger une véritable dialectique antiterroriste : un **redoutable encadrement juridique mais aussi une approche sociale récente de la déradicalisation**. Cette note de recherche examinera en détail cette dialectique.

Pour mettre en lumière ce dédoublement de la politique antiterroriste du Kazakhstan à un échelon national, il convient de faire état dans un premier temps du formidable arsenal législatif antiterroriste kazakhstanaïse, dont certaines dispositions sont consubstantielles à la création de l'appareil d'État. En effet, dès le 16 décembre 1991, les autorités nationales excluent *de facto* toute interaction entre la religion et le politique, et promeuvent souvent l'usage d'une laïcité sur un mode offensif. L'incertitude aux frontières de la nouvelle république couplée à la problématique du désarmement ouvrent également la porte à un étoffement précoce du dispositif antiterroriste au Kazakhstan. Cette approche non seulement extensive mais également répressive est indéniablement confortée par les événements du début des années 2000, et par l'aspiration antiterroriste sous égide américaine.

Cependant, un problème de fond subsiste, et les réponses policières – voire militarisées – aux violences terroristes ne permettent pas de traiter la question de radicalisation. Les attentats d’Almaty et d’Aktioubé en 2016 sont un véritable électrochoc pour la population, et enclenchent un revirement de l’action kazakhstanaise amplifié sous la présidence Tokaïev. Sont alors mis en œuvre ce qui fait la fierté du Kazakhstan en matière antiterroriste aujourd’hui, à savoir le rapatriement massif de ses ressortissants² et l’ouverture d’un dialogue politico-religieux entre représentants du pouvoir et figures clés de l’islam.

I) Un arsenal législatif antiterroriste kazakhstanaise en perpétuelle croissance

La production légale du Kazakhstan en matière d’antiterrorisme est sans doute l’une des meilleures armes des autorités pour lutter contre l’implantation d’idéologies dites « radicales » et la production d’actes terroristes sur le territoire national. Ce corpus possède un caractère majoritairement répressif, réaffirmant la séparation de l’État et de la religion, voire stigmatisant toute association de la religion avec le politique. Couplé à un accroissement des moyens dévolus aux forces de sécurité intérieures, cet ensemble juridico-pénal touche un large panel d’atteintes, d’infractions et de crimes, supposant une acception copieuse du terrorisme au Kazakhstan. La multiplicité de ses sources et l’importance politique, sociale et stratégique de ses répercussions entraînent une réponse englobante dès la fin des années 1990, et qui ne fera que s’étoffer avec le temps.

1.1) Des mesures nationales fortes dès l’indépendance, témoin d’une inflation législative antiterroriste

Le cadre juridique dans lequel opèrent les pouvoirs publics kazakhstanaise confère une autorité particulière à la lutte contre le terrorisme. En effet, la neutralité religieuse est consubstantielle à la création de la république du Kazakhstan, qui fait de la laïcité un principe

² L’opération Zhousan, qui résulte d’un programme gouvernemental de lutte contre le terrorisme adopté en 2018, est mise en œuvre par le Comité de Sécurité nationale (CSN) et procède au rapatriement de ressortissants kazakhstanaise depuis la Syrie. Cinq de ces missions ont déjà été effectuées en janvier, mars, mai, juin 2019, ainsi qu’en février 2021. En parallèle, l’opération Roussafa de novembre 2019 prend en charge les ressortissants du Kazakhstan présents en Irak. Сарсенбаева, Ж. (5 мая 2021). «Операция «Жусан»: почему казахстанцы оказались в Сирии», Masa Media. Sarsenbayeva, Z. (5 mai 2021). «Opération ‘Zhousan’ : pourquoi des Kazakhstanaise se trouvaient en Syrie » (« Operatsia ‘Zhousan’ : potchemu kazakhstantsy okazalis v Sirii »), Masa Media.

constitutionnel. Conséquemment, c'est l'intégrité même de l'État à laquelle il est porté atteinte lorsque se produisent attentats et diffusion d' « idéologies extrémistes ». L'assise normative de l'antiterrorisme kazakhstanaise au moment de l'indépendance de la république joue donc un rôle clé dans la légitimation d'une lutte extensive contre le terrorisme.

A) *L'usage et l'interprétation de la laïcité au Kazakhstan*

Le recours au concept de laïcité est d'une importance capitale pour comprendre les ressorts de la politique antiterroriste du Kazakhstan à une échelle nationale. Le premier fondement légal d'une politique anti-extrémisme n'est autre que la Constitution³, dont les dispositions générales à l'article 1 alinéa 1 soutiennent la nature « lai[que], légal[e] et social[e] » du gouvernement kazakhstanaise. La loi n°1128-XII du 15 janvier 1992 sur « la liberté de culte et les organisations religieuses », régulièrement amendée, réitère la stricte séparation de l'État et de la religion et appuie l'absence de financement public de toute organisation religieuse. Le texte dispose également qu' « aucune organisation religieuse ne remplit de fonctions gouvernementales »⁴, tout comme elles sont exclues des élections à visée gouvernementale ou d'administration. La formation de partis religieux est formellement interdite, et aucun parti politique n'est autorisé à percevoir des financements provenant d'organisations religieuses. Enfin, il est interdit de faire de la « propagande d'extrémisme religieux, ainsi que de réaliser des actions ayant vocation à exploiter les différences interconfessionnelles à des buts politiques »⁵. L'identité multiethnique du Kazakhstan transparaît à travers cette disposition, et renforce l'idée d'un antiterrorisme et d'une lutte contre l'extrémisme d'abord défensifs. De surcroît, le gouvernement kazakhstanaise dispose d'un droit de regard sur les organisations religieuses, par la conduite d'une « expertise »⁶ sur les bases de la législation kazakhstanaise en vigueur. Le positionnement des pouvoirs publics par rapport à la religion est donc clair : aucune interaction n'est possible entre religion et politique, sous réserve de menacer les fondements de la république du Kazakhstan. Ces dispositions font l'objet

³ Voir annexe n°2.

⁴ Закон Республики Казахстан. (15 января 1992). Закон №1128-XII «О свободе вероисповедания и религиозных объединений», Глава 1, статья 4, абзац 1. Loi de la République du Kazakhstan. (15 janvier 1992). Loi n° 1128-XII « De la liberté de confession et des associations religieuses » (« O svobodie veroisповедovania i religioznykh obedineniiakh »), Titre 1, article 4, alinéa 1. [Traduction de l'auteur.]

⁵ Loi de la République du Kazakhstan. (15 janvier 1992). Loi n° 1128-XII « De la liberté de confession et des associations religieuses », alinéa 6. [Traduction de l'auteur.]

⁶ *Ibid*, alinéa 6.

d'une loi⁷ distincte sur les partis politiques du 15 juin 2002 qui prohibe tout fondement religieux d'un parti aux articles 5 et 7. La laïcité constitue de fait autant une fin qu'un moyen du régime kazakhstanaï en 1991, et s'avère être un principe constitutionnel sanctuarisé par le besoin de concorde interconfessionnelle intrinsèque au pays. Elle est également au service d'une « quête identitaire »⁸ des jeunes gouvernements d'Asie centrale et permet d'opérer une mise à distance des pouvoirs musulmans régionaux « actifs » (tels que l'Iran ou le Pakistan, qui font de l'islam une composante consubstantielle de la pratique du pouvoir). Dans le cas de la lutte contre le terrorisme, l'usage constitutionnel de la laïcité permet non seulement de cautionner cette dernière au plus haut niveau normatif, mais aussi d'étendre son champ de compétences à l'aide d'autres lois comme celle de 1992, qui découlent d'une définition extensive de l'extrémisme.

B) La multiplication de normes antiterroristes précoces

Par ailleurs, l'appareil législatif antiterroriste du Kazakhstan connaît rapidement une expansion significative, et se développe de manière exponentielle avec le déclenchement de troubles régionaux comme la guerre civile tadjike en 1992⁹ ou les « bombes de Tachkent » en 1999¹⁰. Il constitue l'un des principaux ressorts des autorités pour qualifier la menace terroriste et son traitement judiciaire. La loi du 13 juillet 1999¹¹ n°416-I « Sur la lutte contre le terrorisme » aborde de manière spécifique la question et fournit une définition précoce du terrorisme, qui englobe toute tentative d'influer sur la « prise de décision par les autorités étatiques, les collectivités locales ou les organisations internationales »¹² en usant de la violence,

⁷ Закон Республики Казахстан. (14 июня 2002). Закон Республики Казахстан от 14 июня 2002 №344-II «О политических партиях». Loi de la République du Kazakhstan. (14 juin 2002). Loi n° 344-II « Des partis politiques » (« О политическikh партиях »).

⁸ « En premier lieu, le processus de quête d'identité joue un rôle important dans les jeunes gouvernements d'Asie centrale ». [Traduction de l'auteur.] Зайферт, А. (30 ноября 2007). «Секуляризм и ислам в современном государстве», стр. 20, «Секуляризм и ислам в государстве: что их объединяет?», Материалы международного «круглого стола», Алматы. Zaifert, A. (30 novembre 2007). « Le sécularisme et l'islam dans l'État contemporain » (« Sekularizm i islam v sovremennom gossou darstve »), p. 20, « Le sécularisme et l'islam dans l'État : que les unit-ils ? » (« Sekularizm i islam v gossou darstve : chto ikh obediniaet ? »), Supports de la « table ronde » internationale (Materialy mezhdunarodnovo « kruglovo stola »), Almaty.

⁹ Après sa déclaration d'indépendance suite à l'effondrement de l'URSS, le Tadjikistan est en proie à une crise socio-économique qui attise l'hostilité envers le gouvernement de Nabyev, pro-communiste. Sur fond de clivages ethniques importants, plusieurs mouvances anti-gouvernementales souvent liées à l'islam (Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan, Rastâkhez) ont transposé leur opposition dans les armes, conduisant à une militarisation du conflit.

¹⁰ Le 16 février 1999, un attentat à la voiture piégée a lieu à Tachkent, prenant pour cible le président de la République Islam Karimov et fournissant de fait un prétexte de contrôle strict voire répressif de la religion en Ouzbékistan. L'imputabilité de cette attaque reste débattue, tour à tour attribuée au Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MOI), à l'Opposition tadjike unie (OTU) ou encore à certains services de renseignements internes.

¹¹ Voir annexe n°3.

¹² Закон Республики Казахстан. (13 июля 1999). Закон Республики Казахстан от 13 июля 1999 №416-I «О противодействии терроризму», статья 1, абзац 5. Loi de la République du Kazakhstan. (13 juillet 1999). Loi n°

du crime, de la terreur vis-à-vis de la population, dans le but d'infliger un « dommage à un individu, à la société ou au gouvernement »¹³. Ce triple échelon de compréhension permet d'agrandir considérablement le spectre d'acceptation de l'acte terroriste, et témoigne de l'autorité qu'ont toutes les institutions, même régionales, à agir contre la menace. Le 10 février 2000, un décret présidentiel est signé par Nazarbaïev pour consacrer la lutte contre le terrorisme comme priorité de la doctrine sécuritaire nationale : la « pénétration potentielle du territoire de la république [...] par des extrémistes [et] des terroristes »¹⁴ tout comme la « prolifération d'armes de destruction massive [...] [pouvant] tomber dans les mains de groupes terroristes »¹⁵ fait l'objet d'une qualification de « menace fondamentale [extérieure] à moyen-terme »¹⁶. Il faut aussi noter que l'enjeu terroriste comporte une deuxième dimension intérieure, par la survenance d'actes terroristes sur le territoire national¹⁷. Ce décret est ainsi amendé par un acte de même nature le 21 mars 2007¹⁸, le 11 octobre 2011¹⁹ et le 29 septembre 2017²⁰, démontrant la persistance du terrorisme dans l'agenda sécuritaire. Un programme gouvernemental voit également le jour en novembre 2000, et il est aussitôt assorti d'une stratégie antiterroriste pour les années 2000 à 2003, avant même que ne se produise le 11 septembre ; la régionalisation de la problématique terroriste précède donc largement son internationalisation. De surcroît, la stratégie nationale de sécurité du Kazakhstan adoptée pour la période 1999-2005²¹ fait également figurer le terrorisme parmi ses priorités. Par conséquent, une inflation législative de lutte contre le terrorisme est observable peu de temps après la création de l'État kazakhstanaï, ce qui met en lumière le lien entre endiguement de l'extrémisme et renforcement de l'appareil

416-I « Sur la lutte contre le terrorisme » (« О противодействию терроризму »), article 1, alinéa 5. [Traduction de l'auteur.]

¹³ *Ibid.* [Traduction de l'auteur.]

¹⁴ Указ Президента Республики Казахстан. (10 февраля 2000). Указ Президента Республики Казахстан от 10 февраля 2000 года №334 «Об утверждении Военной доктрины РК», пункт 1.5. Décret du Président de la République du Kazakhstan. (10 février 2000). Décret n° 334 « Sur l'affirmation de la doctrine militaire de la République du Kazakhstan » (« Об утверждении Военной доктрины РК »), point 1.5. [Traduction de l'auteur.]

¹⁵ *Ibid.* [Traduction de l'auteur.]

¹⁶ *Ibid.* [Traduction de l'auteur.]

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Указ Президента Республики Казахстан. (21 марта 2007). Указ Президента республики Казахстан от 21 марта 2007 года № 299 «Об утверждении Военной доктрины РК». Décret du Président de la République du Kazakhstan. (21 mars 2007). Décret n° 299 « Sur l'affirmation de la doctrine militaire de la République du Kazakhstan ».

¹⁹ Указ Президента республики Казахстан. (11 октября 2011). Указ Президента республики Казахстан от 11 октября 2011 года №161 «Об утверждении Военной доктрины РК». Décret du Président de la République du Kazakhstan. (11 octobre 2011). Décret n° 161 « Sur l'affirmation de la doctrine militaire de la République du Kazakhstan ».

²⁰ Указ Президента Республики Казахстан. (29 сентября 2017). Указ Президента республики Казахстан от 29 сентября 2017 года №554 «Об утверждении Военной доктрины РК». Décret du Président de la République du Kazakhstan. (29 septembre 2017). « Sur l'affirmation de la doctrine militaire de la République du Kazakhstan ».

²¹ Ronl.ru. «Реферат: национальная безопасность Республики Казахстан». « Essai : la sécurité nationale de la République du Kazakhstan » (« Referat : natsionalnaia bezopastnost Respubliki Kazakhstan »).

étatique, motif récurrent en Asie centrale²². L'antiterrorisme est, *a fortiori*, l'une des assises du pouvoir dont a accouché la dislocation de l'URSS, et s'avère être dans un premier temps « défensif », dans la mesure où il a vocation à évacuer toute atteinte qui pourrait être portée à la jeune république du Kazakhstan.

1.2) Un accent mis sur les forces de l'ordre : la dimension policière de la lutte antiterroriste kazakhstanaise

Néanmoins, l'aspect légal de la lutte contre le terrorisme au Kazakhstan ne fait qu'ouvrir la voie à un traitement policier extensif de la menace à l'échelle nationale. Grâce à une base législative étendue, il y a interaction entre forces de sécurité intérieure et autorités créatrices de normes, qui leur délèguent une quantité de prérogatives augmentée. Si la communauté internationale a noté l'effort colossal fourni par le Kazakhstan en termes de lutte contre le terrorisme, elle n'est cependant pas aveugle aux finalités politiques poursuivies par les pouvoirs publics et relève des chiffres d'arrestations très élevés pour un pays relativement épargné (en juin 2017, pas moins de 662 citoyens ont été arrêtés pour fait de terrorisme et d'extrémisme religieux²³). La création et la montée en puissance d'institutions dédiées à la lutte contre le terrorisme de manière permanente comme le Comité de sécurité nationale (CSN) illustrent ainsi la tendance policière répressive de l'antiterrorisme kazakhstanaise sur le territoire national.

A) La montée en puissance du Comité de sécurité nationale (CSN)

Le CSN est créé par décret présidentiel le 13 juillet 1992²⁴, soit peu de temps après la déclaration d'indépendance du Kazakhstan ; là encore, le rapport entre consolidation de

²² Mihalka, M. (May 2006). "Counterinsurgency, Counterterrorism, State-building and Security Cooperation in Central Asia", p. 131-151, China and Eurasia Forum Quarterly, Volume 4, No. 2, Central Asia-Caucasus & Silk Road Studies Program. Le cas de l'Ouzbékistan est particulièrement éclairant en matière de construction d'une légitimité intérieure à l'aune d'une « guerre contre le terrorisme » en 2001, qui pousse d'ailleurs le secrétaire de la Défense américain W. Perry à qualifier le pays d'« îlot de stabilité » ("*island of stability*"), malgré le constat de nombreuses violations des droits de l'homme.

²³ Комитет национальной безопасности (КНБ РК). (27 июня 2017). *Документальный фильм: цветы в оковах*, 1:36, Официальный вебсайт КНБ. Comité de sécurité nationale (Komitet natsionalnoy bezopasnosti) (CSN RK). (27 juin 2017). *Documentaire : fleurs enchaînées (Dokumentalni film : tsvety v okovakh)*, 1 :36 min, Site officiel du CSN.

²⁴ Указ Президента Республики Казахстан. (13 июля 1992). Указ Президента Республики Казахстан от 13 июля 1992 №844 «О преобразовании Комитета государственной безопасности РК». Décret du Président de la République du Kazakhstan. (13 juillet 1992). Décret n° 844 « De la transformation du Comité de sécurité nationale de la République du Kazakhstan » (« О Преобразовании Комитета госсударственной безопасности РК »).

l'appareil d'État et traitement extensif de menaces stratégiques apparaît clairement. Il fait suite à l'arrêt du Cabinet des Ministres n°788 du 19 décembre 1991²⁵, ambitionnant d'abord de mettre sur pied une structure de renseignement conjointe entre le Kazakhstan et l'URSS. Le CSN est considéré comme partie intégrante des organes de sécurité nationale par la loi du 21 décembre 1995 n°2710, notamment à l'article 3 qui fait des dispositions à son sujet une « base légale de l'activité des organes de sécurité nationale »²⁶. Cette institution en charge de la défense nationale est soumise à l'exécutif et est irresponsable devant le Parlement. Elle dispose de représentants et de moyens d'actions dans toutes les ramifications de l'antiterrorisme à un niveau national : de cette manière, le centre antiterroriste du Kazakhstan, créé par les décrets présidentiels du 24 juin 2013, est dirigé par le directeur du CSN. La structure est aussi systématiquement représentée lors de la tenue d'exercices militaires comme en janvier 2011, qu'ils soient nationaux ou conjoints dans le cadre d'une stratégie commune multilatérale. Dans le champ de l'antiterrorisme, elle « coordonne l'action des autorités étatiques et les collectivités territoriales »²⁷, « exerce un contrôle sur la réalisation d'un complexe de mesures »²⁸, « élabore, dans les limites de ses pouvoirs, des actes juridiques réglementaires dans [ce] domaine »²⁹, « présente au Président de la République du Kazakhstan un rapport annuel sur les mesures adoptées contre le terrorisme »³⁰ et le garde informé des menaces terroristes courantes, tout en « rempli[ssant] d'autres fonctions prévues par la législation »³¹ kazakhstanaise. Le CSN dispose donc d'une pluralité de missions et de prérogatives pour lutter contre le terrorisme, appréhendé comme une composante majeure de la défense nationale. Une structure subsidiaire sous son autorité y est spécialement consacrée – le Centre antiterroriste de la République du Kazakhstan. Implanté à Noursoultan, son action se décline sur trois volets : un volet prophylactique, un autre en réaction au terrorisme et un dernier traitant de la coopération internationale dont bénéficie le centre. Outre sa direction qui est assurée par le directeur du

²⁵ Кабинет Министров Республики Казахстан. (19 декабря 1991). Постановление Кабинета Министров Республики Казахстан от 19 декабря 1991 №788 «О Комитете государственной безопасности РК», Алматы. Cabinet des Ministres de la République du Kazakhstan. (19 décembre 1991). Arrêt n° 788 « Sur le Comité de sécurité nationale de la République du Kazakhstan » (« О Комитете государственной безопасности РК »), Алматы.

²⁶ Закон Республики Казахстан. (21 декабря 1995). Закон Республики Казахстан от 21 декабря 1995 №2710 «Об органах национальной безопасности РК», статья 3, абзац 6. Loi de la République du Kazakhstan. (21 décembre 1995). Loi n° 2710 « Sur les organes de sécurité nationale de la République du Kazakhstan » (« Об органах национальной безопасности РК »), article 3, alinéa 6. [Traduction de l'auteur.]

²⁷ Комитет Национальной Безопасности Республики Казахстан. (5 апреля 2021). «Противодействие терроризму». Comité de sécurité nationale de la République du Kazakhstan. (5 avril 2021). « Lutte contre le terrorisme » (« Противодействие терроризму »). [Traduction de l'auteur.]

²⁸ *Ibid.* [Traduction de l'auteur.]

²⁹ *Ibid.* [Traduction de l'auteur.]

³⁰ *Ibid.* [Traduction de l'auteur.]

³¹ *Ibid.* [Traduction de l'auteur.]

CSN, cet organe consultatif-délibérant fait intervenir des chefs de ministères et d'agences intergouvernementales, le directeur du renseignement extérieur « Sybar » et le colonel du service de protection présidentielle. Le 10 juillet 2013, sous la présidence de Nourtaï Abykaïev, le centre a vu se tenir la première réunion en formation élargie comprenant les akims (à la tête de collectivités territoriales) des villes de Noursoultan³² et d'Almaty. Est alors au cœur du sujet la question de l'augmentation des capacités d'interopérabilité des différents départements, dans le but de parachever une approche systémique de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

B) Une rigidification des contrôles frontaliers

Plus largement, la résolution du CSNU 1267 du 15 octobre 1999 donne le feu vert aux autorités kazakhstanaïses pour implémenter des mesures de contrôle aux frontières plus strictes, dans le but d'endiguer la percée terroriste d'Al-Qaïda et des Taliban dans le sous-continent indien. Est ainsi pris le décret du gouvernement n°241 du 13 mars 2003 « Sur certaines mesures du renforcement du contrôle de l'immigration »³³ sous prétexte de donner suite aux demandes du CSNU ; cependant, l'intégrité territoriale et l'immuabilité des nouvelles frontières ont toujours été une priorité pour le Kazakhstan. Le décret apporte des modifications à un premier acte juridique similaire daté du 28 janvier 2000³⁴ ayant pour objet de réguler les conditions de séjour au Kazakhstan d'étrangers, et d'une loi du 13 décembre 1997 sur l'immigration³⁵. Quoiqu'il en soit, une liste d'individus interdits sur le territoire national pour fait terroriste ou extrémiste est régulièrement mise à jour, et des cartes de migration sont établies pour répertorier les ressortissants étrangers de 16 ans et plus avec le décret de 2003. La liste produite par le Comité 1267 est aussi scrupuleusement appliquée, bien que le Kazakhstan ne détienne aucun

³² Renommée Noursoultan à l'occasion du départ du président Noursoultan Nazarbaïev en 2019, la ville d'Astana a plusieurs fois changé de nom : Akmola lors de sa fondation (d'où le terme de région administrative d'Akmola), Tselinograd en 1961, Akmola une nouvelle fois en 1992, Astana en 1998 et enfin Noursoultan en 2019.

³³ Постановление Правительства Республики Казахстан. (13 марта 2003). Постановление Правительства Республики Казахстан от 13 марта 2003 №241 «О некоторых мерах по усилению миграционного контроля». Arrêt du gouvernement de la République du Kazakhstan. (13 mars 2003). Arrêt n° 241 « Sur certaines mesures de renforcement du contrôle de l'immigration » (« О некоторых мерах по усилению миграционного контроля »).

³⁴ Постановление Правительства Республики Казахстан. (28 января 2000). Постановление Правительства Республики Казахстан от 28 января 2000 №136 «Отдельные вопросы правового регулирования пребывания иностранцев в Республике Казахстан». Arrêt du gouvernement de la République du Kazakhstan. (28 janvier 2000). Arrêt n° 136 « Questions particulières de la régulation juridique du séjour d'étrangers en République du Kazakhstan » (« Отдельные вопросы правового регулирования пребывания иностранцев в Республике Казахстан »).

³⁵ Закон Республики Казахстан. (13 декабря 1997). Закон Республики Казахстан от 13 декабря 1997 №201-1 «О миграции населения». Loi de la République du Kazakhstan. (13 décembre 1997). Loi n° 201-1 « De la migration de la population » (« О миграции населения »).

des individus ciblés³⁶. Cette politique de renforcement du contrôle aux frontières à visée antiterroriste est évidemment mise en œuvre par le CSN et ses services annexes, notamment le Service Garde-Frontières. Celui-ci procède non seulement à un contrôle accru de passeports et de faux documents, mais dispose également de moyens logistiques importants pour renforcer la frontière sud-kazakhstanaise, tels que des systèmes radars, des véhicules et des groupes d'inspection mobiles. Ces sous-unités font partie des services d'immigration des forces de police, et sont mobilisées de manière *ad hoc* dans des postes de contrôles, à un niveau régional et dans les villes de Noursoultan et Almaty³⁷. Encore en 2021, la loi « Sur la frontière d'État de la République du Kazakhstan »³⁸ rappelle les compétences étendues que possède le CSN en matière de contrôle aux frontières, aux points 2, 13, 27 et 42-1 de l'article 56. Il est à noter que les forces kazakhstanaïses ont reçu une assistance non-négligeable dans le cadre du programme de sécurité frontalière et de contrôle des exportations du State Department américain pour identifier trafics et mobilités terroristes ; l'influence de la doctrine d'une « guerre contre le terrorisme » est alors notable. Plus récemment, les mobilités de combattants radicalisés vers le Proche-Orient ont suscité de vives inquiétudes à l'échelon des NU, résultant en l'adoption de la résolution 2178 qui proscrit aux citoyens du Kazakhstan de se rendre en Irak ou en Syrie³⁹. L'objectif de verrouillage des frontières du Kazakhstan est donc non seulement conforme à la sauvegarde d'une intégrité territoriale vitale, mais rencontre aussi des exigences internationales (et en particulier onusiennes) d'antiterrorisme. Cette synergie vise à faire pression sur ce qui peut constituer une courroie de transmission du risque terroriste, à savoir l'immigration illégale, tout en servant un but politique de verrouillage des frontières.

1.3) Une adaptation rapide de l'ordre judiciaire national

Le Kazakhstan procède de fait à un traitement global de la menace terroriste, tant par des mesures contreterroristes immédiates que par une approche antiterroriste plus préventive. Les

³⁶ United Nations. (2 September 2003). "Note verbale dated 2 September 2003 from the Permanent Mission of Kazakhstan to the United Nations addressed to the Chairman of the Committee", p.3, Security Council Committee established pursuant to resolution 1267 (1999), S/AC.37/2003/(1455)/69.

³⁷ United States Department of State. (19 July 2017). Country Reports on Terrorism 2016 – Kazakhstan.

³⁸ Закон Республики Казахстан. (16 января 2013, проверено 19 октября 2021). Закон Республики Казахстан от 16 января 2013 №70-V «О государственной границе Республики Казахстан», ст. 56. Loi de la République du Kazakhstan. (16 janvier 2013, vérifiée le 19 octobre 2021). Loi de la République du Kazakhstan du 13 janvier 2013 n°70-V « Sur la frontière d'État de la République du Kazakhstan » (« O gosudarstvennoy granitse RK »), art. 56.

³⁹ United Nations. (24 September 2014). Resolution 2178 (2014) adopted by the Security Council at its 7272nd meeting, on 24 September 2015, point 8, p. 5/8, Security Council, S/RES/2178 (2014).

premières sont l'apanage des forces de sécurité intérieure comme la police, mais aussi le CSN, les services d'immigration et les gardes-frontaliers, de pair avec les renseignements et le ministère de la Défense. La deuxième approche se démarque au moyen d'une législation qui veut empêcher tout enracinement du risque terroriste et extrémiste sur le territoire du Kazakhstan. Mais ces deux outils agissent de concert avec une troisième ressource judiciaire, qui a subi des transformations conséquentes pour s'adapter à la priorité donnée à l'antiterrorisme.

A) Un travail de qualification du risque terroriste

Les mutations de la définition terroriste dans les textes de lois sont déjà apparues en filigrane, et possèdent des conséquences sensibles au niveau judiciaire et pénal. L'article 5 de la loi du 26 juin 1998 « De la sécurité nationale de la République du Kazakhstan » fait état d'actes terroristes comme menace à la sécurité nationale⁴⁰. Par la suite, le texte « De la lutte contre le terrorisme » du 13 juillet 1999, considéré comme faisant autorité dans le domaine, fait l'objet d'innombrables amendements qui démontrent l'actualité de la menace aux yeux de l'exécutif. La loi n°266-IV du 8 avril 2010⁴¹ requalifie d'abord les « actions terroristes » en « actes *de* terrorisme », manifestant une objectivation du phénomène à l'échelle de la société kazakhstanaise. Les sources du terrorisme sont également ciblées par cette définition évolutive avec l'amendement de la loi n° 244-V du 3 novembre 2014 ; elle fait ainsi rentrer dans le financement du terrorisme la « fourniture ou collecte d'argent et/ou d'autres biens, de droits sur des biens ou d'avantages patrimoniaux, ainsi que de cadeaux, d'échanges, de dons, d'aide charitable, de fourniture d'informations ou d'autres services ou de services financiers à un individu ou à un groupe d'individus ou à une entité juridique, commis par une personne consciente de la nature terroriste de ses activités ou du fait que les biens fournis, les informations, les services financiers ou autres services fournis seront utilisés pour mettre en œuvre ces activités »⁴². Plus que tout, les cibles d'actes terroristes concentrent une attention particulière,

⁴⁰ Закон Республики Казахстан. (26 июня 1998). Закон Республики Казахстан от 26 июня 1998 №233-I «О национальной безопасности Республики Казахстан», статья 5. Loi de la République du Kazakhstan. (26 juin 1998). Loi n° 233-I « Sur la sécurité nationale de la République du Kazakhstan » (« O natsionalnoi bezopastnosti RK »), article 5.

⁴¹ Закон Республики Казахстан. (8 апреля 2010). Закон Республики Казахстан от 8 апреля 2010 №266-IV «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам противодействия терроризму». Loi de la République du Kazakhstan. (8 avril 2010). Loi n° 266-IV « Sur l'introduction de changements et d'ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de lutte contre le terrorisme » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye akty RK po voprosam protivodeistvia terrorizmu »).

⁴² Закон Республики Казахстан. (3 ноября 2014). Закон Республики Казахстан от 3 ноября 2014 №244-V «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам

grâce à l'apport de la loi du 13 mai 2020 n° 325-VI qui appréhende les sites vulnérables au terrorisme, comme les « installations de production particulièrement importantes pour l'État, stratégiques et dangereuses, ainsi que les installations des industries d'importance stratégique, les installations de rassemblement de masse de personnes, les installations protégées qui nécessitent l'organisation obligatoire d'une protection antiterroriste »⁴³. S'il est possible d'y voir la trace des attentats contre les établissements du CSN et autres structures représentatives du pouvoir dans les années 2010, est aussi considéré comme terroriste tout individu s'attaquant aux intérêts stratégiques de l'État. Cette même loi précise l'antiterrorisme qui consiste en « la présence de conditions qui empêchent un acte de terrorisme, et qui garantissent la minimisation et l'élimination des conséquences en cas de perpétration »⁴⁴ ; à nouveau, le terme « minimisation » ouvre la voie à une interprétation très large des mesures possibles pour prévenir la survenue de tout acte terroriste. De manière générale, la législation kazakhstanaise a mis l'accent sur les leviers du terrorisme pour augmenter ses capacités de prévention de tout risque, plutôt que de se limiter à une réplique contreterroriste. Ce principe est présent à l'alinéa 3 de l'article 3 de la loi de 1999, et est conforté par les ajouts de la loi du 8 janvier 2013 qui définit l'antiterrorisme comme « une combinaison de méthodes manifestes et secrètes de lutte contre le terrorisme »⁴⁵. De toute évidence, le terrorisme revêt une dimension polémique dans sa présentation par les autorités kazakhstanaïses, qui bénéficient d'une large marge de manœuvre pour qualifier ce risque hautement politisé.

противодействия экстремизму и терроризму», статья 1, пункт 12. Loi de la République du Kazakhstan. (3 novembre 2014). Loi n° 244-V « Sur l'introduction de changements et d'ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye akty RK po voprosam protivodeistviia ekstremizmu i terrorizmu »), article 1, point 12. [Traduction de l'auteur.]

⁴³ Закон Республики Казахстан. (13 мая 2020). Закон Республики Казахстан от 13 мая 2020 №325-VI «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам противодействия легализации (отмыванию) доходов, полученных преступным путем, и финансированию терроризма», статья 1, подпункт 16. Loi de la République du Kazakhstan. (15 mai 2020). Loi n° 325-VI « Sur l'introduction de changements et d'ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de lutte contre le blanchiment d'argent perçu par des moyens criminels et le financement du terrorisme » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye akty RK po voprosam protivodeistviia legalizatsii (otmyvaniu) dokhodov, polutchennykh prestupnym putem, i financirovaniu terrorizma »). [Traduction de l'auteur.]

⁴⁴ *Ibid*, sous-point 16-1.

⁴⁵ Закон Республики Казахстан. (8 января 2013). Закон Республики Казахстан от 8 января 2013 №63-V «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам противодействия терроризму», подпункт 7, пункт 1, статья 3. Loi de la République du Kazakhstan. (8 janvier 2013). Loi n° 63-V « Sur l'introduction de changements et d'ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de lutte contre le terrorisme » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye akty RK po voprosam protivodeistviia terrorizmu »), sous-point 7, point 1, article 3.

B) L'aggravation de la responsabilité d'auteurs d'actes terroristes

La conséquence directe d'une stratégie antiterroriste kazakhstanaise extensive se produit à un niveau pénal : au-delà de moyens alloués en plus grand nombre aux autorités compétentes, et de concert avec une appréciation juridique élargie de la menace, la justice kazakhstanaise procède à une aggravation de la responsabilité des auteurs d'actes terroristes. Dès le 19 février 2002, la loi n°295-II⁴⁶ spécifie les caractéristiques du terrorisme et opère une criminalisation partielle des actes se rattachant à ce dernier, grâce à un critère de circonstances aggravantes. Cet aspect est également présent au point 6 de l'article 54 du Code pénal, qui prévoit une aggravation de la responsabilité et de la peine en cas de « commission d'une infraction pénale pour des raisons de haine ou d'inimitié nationale, raciale ou religieuse »⁴⁷, et illustre l'attention particulière portée au fait religieux et ethnique dans la justice kazakhstanaise. Une première aggravation de la responsabilité des individus jugés pour terrorisme est donc mise en œuvre au début des années 2000. Le Code pénal du Kazakhstan, d'abord en vigueur le 1^{er} janvier 1998, connaît par la suite des développements avec la réforme du 3 juillet 2014, et appréhende de manière plus approfondie le terrorisme sous ses articles 167 et 233, qui posent le principe de responsabilité pénale pour acte terroriste contre l'État ou toute personne publique. Enfin, l'aggravation de la responsabilité pour les auteurs d'actes terroristes peut également se comprendre au prisme de la déchéance de nationalité, récemment introduite dans le système judiciaire et la Constitution⁴⁸ du Kazakhstan en cas de faits terroristes avérés. Ainsi, par l'apport du décret n°91-VI⁴⁹ signé par le président Nazarbaïev le 11 juillet 2017, l'article 257 dispose que « la création d'un groupe terroriste, ainsi que sa direction, est punie d'une peine d'emprisonnement de dix à dix-sept ans avec confiscation des biens, privation de la citoyenneté

⁴⁶ Закон Республики Казахстан. (19 февраля 2002). Закон Республики Казахстан от 19 февраля 2002 №295-II «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам борьбы с терроризмом.» Loi de la République du Kazakhstan. (19 février 2002). Loi n° 295-II « Sur l'introduction de changements et d'ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de lutte contre le terrorisme » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye akty RK po voprosam borby s terrorizmom »).

⁴⁷ Уголовный Кодекс Республики Казахстан. (3 июля 2014). Уголовный Кодекс Республики Казахстан от 3 июля 2014 №226-V, статья 54, пункт 6. Code pénal de la République du Kazakhstan. (3 juillet 2014). Code pénal n° 226-V (« Ugolovnyi kodeks Respubliki Kazakhstan »), article 54, point 6. [Traduction de l'auteur.]

⁴⁸ Constitution de la République du Kazakhstan. (30 août 1995). Article 10, al. 2.

⁴⁹ Закон Республики Казахстан. (11 июля 2017). Закон Республики Казахстан от 11 июля 2017 №91-VI «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам их приведения в соответствие с нормами Конституции Республики Казахстан.» Loi de la République du Kazakhstan. (11 juillet 2017). Loi n° 91-VI « Sur l'introduction de changements et d'ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de leur citation en vertu des normes de la Constitution de la République du Kazakhstan » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye akty RK po voprosam ikh privedenia v sootvetstvie s normami Konstitutsii RK »).

de la République du Kazakhstan ou sans celle-ci »⁵⁰. Cette mesure radicale fait figure d'exception, absente de la plupart des systèmes juridiques nationaux. Elle ne fait que témoigner de la proactivité des autorités en la matière, et de la gravité de tout acte confinant au terrorisme dans sa définition élargie.

C) *Une transformation judiciaire à vocation avant tout politique*

L'orientation prise par les autorités judiciaires kazakhstanaïses en conformité avec une législation antiterroriste de plus en plus rigoureuse ne peut être détachée d'une forme de dépendance vis-à-vis du pouvoir politique. Ainsi, non seulement la responsabilité pour fait terroriste se trouve aggravée au plan pénal, mais la qualification de crimes en actes terroristes s'étoffe également de manière considérable, dans un mouvement symétrique. Les deux sphères criminelle et terroriste fusionnent progressivement aux yeux de la justice et de l'exécutif kazakhstanaïse, conformément à une approche englobante de la menace et de ses sources. Toutefois, la qualification terroriste parfois extensive – voire abusive – de crimes entraîne un alourdissement des peines, qui ont parfois davantage vocation à museler l'opposition. De ce fait, la liste des crimes définis comme terroristes comprend désormais le mercenariat (article 162 du Code pénal), l'attaque ou atteinte portée à une personne ou organisation assurant une défense internationale (article 163), l'attentat à la vie du premier président de la République du Kazakhstan (article 166), *a fortiori* tout attentat à la vie du président de la République (article 167), la diversion (article 171) et enfin l'acte de terrorisme (article 233, alinéas 1, 2, 3 et 4). Les conséquences de cette transformation de l'ordre pénal sont visibles et interprétables sur un registre politique : selon une enquête menée par le ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne sous égide européenne en 2013, couvrant la période de 2008 à 2012, le nombre de condamnations en lien avec toute forme de terrorisme a globalement été multiplié par 10. Sous le chapitre 233 du Code pénal traitant des « actes de terrorisme », ces condamnations passent de 3 en 2008 à 32 en 2012⁵¹, avec une augmentation sensible depuis 2011, année traumatisante au Kazakhstan. Les crimes sous dénomination de « propagande et incitation au terrorisme » nommés à l'article 233-1 sont multipliés par 7 en 4 ans, passant de 4

⁵⁰ Loi de la République du Kazakhstan n°91-VI, *op. cit.*, article 257, point 1. [Traduction de l'auteur.]

⁵¹ Penal Reform international, UE, ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne. (2013). *Терроризм в Казахстане: смертная казнь не решение проблемы*, стр. 9. *Le terrorisme au Kazakhstan : la peine de mort n'est pas la solution au problème (Terrorizm v Kazakhstane: smertnaia kazn ne rechenie problemy)*, p. 9.

à 27⁵². Enfin, les actes qualifiés d'« éducation et de participation à des groupements terroristes » au chapitre 233-2 font l'objet de condamnations exponentielles, passant de 3 en 2008 à 23 en 2011, pour atteindre le nombre de 44 en 2012⁵³. Ce dernier exemple illustre l'élargissement manifeste de la définition du terrorisme au Kazakhstan, et ce même avant la réforme du Code pénal de 2014. Le durcissement de la politique antiterroriste kazakhstanaise doit donc se comprendre au regard d'une vulnérabilité objectivée par les attaques de 2011, mais aussi à l'aune d'une priorisation par le pouvoir politique du risque terroriste comme outil de son maintien. Enfin, il est nécessaire de souligner que la peine de mort demeure toujours en vigueur au Kazakhstan malgré la signature d'un moratoire du 17 décembre 2003, et concerne notamment les crimes terroristes ; la peine est alors qualifiée de « mesure exceptionnelle de punition »⁵⁴. Une double dimension symbolique et politique est donc inhérente à l'acception judiciaire de plus en plus large des actes terroristes sur le territoire du Kazakhstan.

II) Vers des mesures sociales plus préventives sous l'administration Tokaïev ?

L'administration Nazarbaïev, établie de 1991 à 2019, s'attèle donc à la tâche colossale de définition, d'évaluation et de traitement du terrorisme au Kazakhstan et en Asie centrale. Ces années sont marquées par un antiterrorisme d'abord contenu en germe dans le désarmement et la prolifération, puis qui s'exprime pleinement après 2001, grâce au soutien de la communauté internationale. Les modalités de cette politique, par la qualification d'une menace portant atteinte à l'État kazakhstanaise, l'élaboration d'un système législatif et judiciaire particulièrement riche et la construction du terrorisme comme enjeu national sont donc relativement répressives. Le Kazakhstan va néanmoins être confronté à la problématique des combattants centrasiatiques envoyés au Proche-Orient, et la nouvelle administration Tokaïev perçoit peu à peu la nécessité d'une approche préventive plus « sociale » pour relever ce défi.

⁵² Penal Reform international, *Le terrorisme au Kazakhstan : la peine de mort n'est pas la solution au problème* *op. cit.*

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ Constitution de la République du Kazakhstan. (1995). «Смертная казнь устанавливается законом как исключительная мера наказания за террористические преступления, сопряженные с гибелью людей, а также за особо тяжкие преступления, совершенные в военное время, с предоставлением приговоренному права ходатайствовать о помиловании.» «La peine de mort est établie par la loi comme une mesure exceptionnelle de punition pour des crimes terroristes, accompagnés de la mort d'individus, ainsi que pour les crimes particulièrement graves commis en temps de guerre, avec la possibilité d'accorder au condamné le droit de demander grâce. » Article 15. [Traduction de l'auteur.]

2.1) Un évolution en demi-teinte de l'épineux encadrement de la foi

D'office, la religion est strictement encadrée dans la société kazakhstanaise en raison d'un appareil d'État héritier du communisme et par le façonnement d'une laïcité consubstantielle à son existence. L'importance capitale revêtue par la concorde interconfessionnelle, qui n'est qu'une traduction religieuse de la recherche d'une entente interethnique, tire sa légitimité d'un pays fragmenté par plusieurs minorités influentes. Si Nazarbaïev et les autorités locales ont privilégié une approche intransigeante de la place de la religion au Kazakhstan dès l'indépendance, la fin des années 2010 permet l'apparition de mesures davantage axées sur la pédagogie, afin d'agir sur la source idéologique même du terrorisme, l'extrémisme religieux.

A) Un encadrement religieux strict et dévolu à des instances gouvernementales

L'encadrement de la foi et l'acceptation de la religion dans les sphères politique, sociale et économique kazakhstanaises demeurent le monopole de l'État, notamment au travers d'un corpus juridique riche et d'une gestion confiée à des organes gouvernementaux. La loi n° 344-II du 15 juillet 2002 « Sur les partis politiques » est considérée comme un rempart à la politisation de l'islam radical et son exploitation sur un mode terroriste, circonscrivant par la même occasion le champ des possibles en matière de pluralisme politique. L'alinéa 2 de l'article 7 de cette loi proscriit ainsi la dénomination de partis politique sur une base « nationale, ethnique, religieuse, régionale, communautaire ou genrée, utilisant les noms et prénoms de leur leader ou de personnalités historiques »⁵⁵ : la disposition exprime le leitmotiv national d'intégrité territoriale et de concorde interethnique. La politique ne fait donc pas exception aux préceptes garants de la souveraineté et de la survie de l'État kazakhstanaise. Cette préoccupation refait surface dans l'article 5 qui interdit toute formation politique favorisant l'« incitation au conflit social, racial, national, religieux, de classe et tribal »⁵⁶. Dans le même objectif, tout financement ou don provenant d'associations et structures de charité à caractère religieux sont prohibés⁵⁷. En parallèle, la création d'un ministère des affaires religieuses et de la société civile par décret présidentiel le 13 septembre 2016 illustre la prédominance d'un contrôle de l'exécutif sur la

⁵⁵ Закон Республики Казахстан. (15 июля 2002). Закон Республики Казахстан от 15 июля 2002 №344-II «О политических партиях», статья 7, абзац 2. Loi de la République du Kazakhstan. (15 juillet 2002). Loi n° 344-II « Sur les partis politiques » (« О политическiх партиях »), article 7, alinéa 2. [Traduction de l'auteur.]

⁵⁶ *Ibid.*, article 5, alinéa 8. [Traduction de l'auteur.]

⁵⁷ *Ibid.*, article 18, alinéa 5.

religion et son impact sur la société kazakhstanaise. Ce ministère dispose de fonctions et des pleins pouvoirs « dans les sphères d'interaction avec les associations religieuses [...] et avec le gouvernement et le domaine civil »⁵⁸. La stratégie « Kazakhstan 2050 » préconise également de « lutter contre toutes les formes possibles de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme »⁵⁹ selon les termes du président Nazarbaïev au cours d'une allocution le 14 décembre 2012 ; il est du devoir de l'État comme des citoyens de « perfectionner [la] législation dans le but de neutraliser toute manifestation du radicalisme et de l'extrémisme religieux »⁶⁰, et a fortiori « parfaire la législation antiterroriste »⁶¹ du Kazakhstan. Il incombe finalement au « gouvernement [d'atteindre ces menaces] d'où qu'elles viennent »⁶², ce qui réaffirme la prééminence et le droit de regard des autorités étatiques dans la lutte contre le terrorisme.

B) La limitation croissante d'un contenu islamique jugé extrémiste

La stratégie récente des autorités kazakhstanaïses porte également sur la limitation de contenu pouvant inciter au radicalisme, à l'extrémisme et ultimement au terrorisme. De manière générale, les médias nationaux véhiculent une position manifestement hostile de l'État kazakhstanaïse vis-à-vis « [du] salafisme [et] [d]es courants religieux destructeurs »⁶³. Dès 2017, et avant le changement d'administration présidentielle, le gouvernement raffermi sa position vis-à-vis de la sphère religieuse, en limitant la vente d'une littérature considérée comme radicale. Un système de surveillance coordonné par plusieurs agences gouvernementales a pour tâche d'observer la diffusion de matériel religieux, sous format papier comme dématérialisé ; cette politique est appliquée par le Procureur général et le ministère des informations et des

⁵⁸ Указ Президента Республики Казахстан. (13 сентября 2016). Указ Президента Республики Казахстан от 13 сентября 2016 №329 «О мерах по дальнейшему совершенствованию системы государственного управления Республики Казахстан», пункт 1. Décret du Président de la République du Kazakhstan. (13 septembre 2016). Décret n°329 « Sur les mesures d'amélioration plus poussée du système d'administration publique », point 1.

⁵⁹ Назарбаев, Н. А. (14 декабря 2012). Послание Президента Республики Казахстан - Лидера Нации Н.А.Назарбаева Народу Казахстана «Стратегия «Казakhstan-2050»: Новый политический курс состоявшегося государства», стр. 39, Астана. Nazarbaïev, N.A. (14 décembre 2012). Allocution du Président de la République du Kazakhstan – Leader de la Nation N. A. Nazarbaïev au Peuple du Kazakhstan « Stratégie « Kazakhstan-2050 » : Le nouveau cours politique du gouvernement établi » (Poslanie Prezidenta Respubliki Kazakhstan – Lidera Natsii N.A. Nazarbaïev Narodu Kazakhstana « Strategia « Kazakhstan-2050 » : Novyi politicheskiï kurs sostoiachegvosia gossoudarstva »), p. 39, Noursoultan. [Traduction de l'auteur.]

⁶⁰ Nazarbaïev, Allocution du Président de la République du Kazakhstan, *op.cit.*

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Nazarbaïev, Allocution du Président de la République du Kazakhstan, *op.cit.*

⁶³ Baigenews.kz. (7 апреля 2017). «Как Казахстан борется с терроризмом?». Baigenews.kz. (7 avril 2017). « Comment le Kazakhstan lute-t-il contre le terrorisme? » (« Kak Kazakhstan boretsa s terrorizmom? »). [Traduction de l'auteur.]

communications. Selon Nourlan Ermekbaïev, ministre des affaires religieuses et civiles, environ 1500 sites Internet disposent d'un contenu illégal et « provocateur »⁶⁴ sur la seule année 2016, et ont été ciblés par une procédure judiciaire de fermeture. A un niveau manuscrit, il est fait mention de 98 ouvrages et productions littéraires présentant le même type de contenu, qui conduisent à une vérification de tous les fonds bibliothécaires des établissements carcéraux⁶⁵. La lutte contre l'extrémisme religieux continue d'être l'apanage de l'exécutif, comme en témoigne l'adoption d'un programme gouvernemental de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme pour la période de 2018-2022, disposant d'un budget d'environ 270 148,8 millions de tenge (soit environ 521 millions d'euros). Ce maintien d'une ligne dure de lutte contre l'extrémisme est exemplifié par l'intention du CSN de « diminuer de plus de moitié le nombres d'extrémistes au Kazakhstan dans les 5 ans à venir »⁶⁶. Parmi les orientations phares de ce programme figure « la diminution du nombre d'individus répandant des idées extrémistes »⁶⁷, dont les contours restent définis par les institutions de défense clés que sont le CSN, le KNB, le renseignement extérieur et les autorités locales des villes d'Almaty et Noursoultan, épicrocentres de diffusion de contenu extrémiste. Pour preuve, une conférence intitulée « Traditions religieuses, paix et concorde entre les peuples » se tient à Almaty en octobre 2019⁶⁸ dans le cadre d'une journée de la culture russe au Kazakhstan, et a pour objet de caractériser les dérives extrémistes contemporaines, mettant l'accent sur une lutte contre le terrorisme se voulant davantage idéologique que militaire.

C) *L'amorce récente d'une politique d'éducation et de pédagogie*

Bien que le gouvernement Tokaïev ne remette pas en cause l'arsenal antiterroriste mis sur pied par son prédécesseur, implémentant même des mesures tout aussi répressives, il est

⁶⁴ Baigenews.kz. « Comment le Kazakhstan lute-t-il contre le terrorisme? », *art. cit.*

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ Контртеррористический Комитет. (29 марта 2018). « Госпрограмма по борьбе с терроризмом и религиозным экстремизмом в РК на 2018-2022 годы вступила в силу », Официальный сайт Республиканского общественного объединения. Comité contreterroriste. (29 mars 2018). « Le programme gouvernemental de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux pour 2018-2022 est entré en vigueur au Kazakhstan » (« Gossprogramma po borbe s terrorizmom i religioznym ekstremizmom v RK na 2018-2022 gody vstupila v silu »), Site officiel de l'association publique républicaine (Offitsialniy sait Respublikanskovo obchetsviennovo obedinenia »). [Traduction de l'auteur.]

⁶⁷ Comité contreterroriste, « Le programme gouvernemental de lutte contre le terrorisme... », *op. cit.* [Traduction de l'auteur.]

⁶⁸ Sputnik. (13 октября 2019). « Терроризм, секты и субкультуры: в Алматы обсудили угрозы современному Казахстану ». Sputnik. (13 octobre 2019). « Terrorisme, sectes et sous-cultures : les menaces auxquelles fait face le Kazakhstan contemporain font l'objet de discussions à Almaty » (« Terrorizm, sekty i subkultury : v Almaty obssoudili ugrozy sovremennomu Kazakhstanu »).

possible de noter la volonté d'ouvrir un dialogue entre l'État et les acteurs de la vie religieuse nationale. Plutôt que de recourir uniquement à un contreterrorisme policier ainsi qu'à des mesures préventives peu respectueuses des droits et libertés individuelles, les récentes administrations tentent d'aller au-devant des imams et autres personnalités musulmanes de premier plan pour alimenter une politique de pédagogie et d'enseignement. Un mémorandum est ainsi conclu entre le ministère des affaires religieuses et civiles et l'Administration spirituelle des musulmans du Kazakhstan dans le but d'organiser conjointement le travail prévu dans la sphère religieuse⁶⁹. Cette coopération permet également la création d'un institut de reconversion à visée de prévention contre l'extrémisme, qui agit depuis octobre 2016 en s'appuyant sur le ministère et l'université de culture islamique « Nour Moubarak » – 40 imams et théologiens ont ainsi été formés⁷⁰. Cet axe de la politique antiterroriste kazakhstanaise est enrichi de projets de réhabilitation, soutenus par de nombreuses associations publiques et des centres tels que « Ak Niet », qui travaillent à la déradicalisation dans 90 établissements correctionnels en 2016⁷¹. Un réseau de centres de consultation fonctionne à une échelle régionale, et entre en contact avec des victimes du terrorisme et de toute forme de radicalisme religieux ; on peut ainsi citer les établissements de réhabilitation psychologique « Nasikhat » (oblast d'Akmola), « Ansar » (oblast d'Aktioubé), « Chapagat » (oblast d'Atyraou) et « Nourly bilim » (oblast de Karaganda)⁷². Bien que cette dimension « psycho-pédagogique » de l'antiterrorisme demeure encore ténue, elle témoigne d'une ouverture innovante dans un Kazakhstan verrouillé par un système rigide et « curatif ».

2.2) Le ciblage des circuits annexes du terrorisme

Dans une perspective multivectorielle de lutte contre le terrorisme, visant notamment ses sources connexes reliées à la criminalité, les pouvoirs publics kazakhstanaïens entendent aussi traiter à la racine des problèmes de santé publique et agir directement sur la société. De surcroît, cette approche permet de décliner sur une multitude de niveaux l'antiterrorisme et de l'inscrire dans une conception « holiste » de la sécurité nationale, en interaction avec tous les maux dont souffre le pays. S'il est indéniable qu'à la différence d'autres tendances, le terrorisme

⁶⁹ Baigenews.kz, « Comment le Kazakhstan lute-t-il contre le terrorisme? », *art. cit.*

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ *Ibid.*

⁷² *Ibid.*

centrasiatique est alimenté par des ressources de la pègre et du crime organisé, il ne faut pas occulter le pragmatisme qui sous-tend ces mesures généralistes. En effet, il en résulte un brouillage des frontières entre terrorisme et criminalité, qui procède de la légitimation d'une stratégie gouvernementale extensive, basée sur des statistiques parfois peu pertinentes et auto-réalisatrices.

A) Le trafic et le port d'armes, domaines visés par de multiples plans d'action

Le Kazakhstan possède un dispositif strict encadrant le port d'armes, et se pose en fervent défenseur d'un désarmement complet à échelle régionale, comme l'illustre sa posture vis-à-vis de la prolifération à la chute de l'URSS. La circulation d'armes légères nourrit notamment une inquiétude par rapport à quelques groupements radicaux, qui captent ce matériel à des fins terroristes. Bien évidemment, le traumatisme des années 2011 puis 2016 (l'expression « Juin noir » est d'ailleurs forgée à partir des événements de juin 2016) confortent les autorités dans un durcissement du contrôle de la vente et du port d'armes sur le territoire national. En témoigne le texte du 22 décembre 2016 n° 28-VI ЗПК « Sur l'introduction de changements et d'ajouts dans certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme »⁷³, qui durcit considérablement les conditions de détention d'armes établies au préalable. En effet, la loi du 30 décembre 1998 n°339⁷⁴ faisait autorité en la matière par ses articles 7⁷⁵, 10⁷⁶ et 15⁷⁷ relatifs aux armes prosrites, aux licences délivrées et à leur acquisition par des citoyens de la République du Kazakhstan. Ces mêmes dispositions

⁷³ Закон Республики Казахстан. (22 декабря 2016). Закон Республики Казахстан от 22 декабря 2016 №28-VI ЗПК «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам противодействия экстремизму и терроризму». Loi de la République du Kazakhstan. (22 décembre 2016). Loi n°28-VI ЗПК « Sur l'introduction de changements et d'ajouts dans certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye акты RK po voprosam protivodeistviia ekstremizmu i terrorizmu »).

⁷⁴ Закон Республики Казахстан. (30 декабря 1998). Закон Республики Казахстан от 30 декабря 1998 №339 «О государственном контроле за оборотом отдельных видов оружия». Loi de la République du Kazakhstan. (30 décembre 1998). Loi n°339 « Du contrôle gouvernemental sur la circulation de certains types d'armes » (« O gossouardarstvennom kontrole za oborotom otdelnykh vidov oruzhiya »).

⁷⁵ Loi de la République du Kazakhstan, Loi n°339..., *op. cit.*

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ *Ibid.*

sont amendées par une multitude d'actes normatifs en 2006⁷⁸, 2007⁷⁹ et 2014⁸⁰, qui démontrent l'actualité d'un problème encore traité aujourd'hui par les pouvoirs publics. Ces ajouts limitent toujours plus les types d'armes autorisés à la vente et exigent des garanties toujours plus strictes, comme l'obtention d'une autorisation par des représentants du ministère de l'Intérieur pour l'utilisation d'un « type concret d'arme »⁸¹. La pierre d'achoppement que constitue la loi de 2016 porte une attention particulière au renforcement du contrôle sur la circulation et la vente d'armes, tout en réaffirmant les prérogatives des forces de sécurité intérieure à en disposer. Toutes les armes vendues hors des circuits d'État doivent ainsi être recensées dans un registre excluant leur « état de préparation militaire »⁸². De surcroît, le Kazakhstan continue d'implémenter les décisions du CSNU en vertu de la résolution 1267 et procède à un contrôle législatif sur l'exportation et le « commerce d'armes spécifiques » grâce aux décisions n° 1919 du 14 décembre 1999⁸³ ; cette volonté d'endiguer le trafic d'armes régional à des fins d'antiterrorisme se reflète à nouveau dans les décisions de 1997, 1999 et 2000⁸⁴. La double base juridique nationale et internationale dont dispose la république centrasiatique lui permet ainsi d'agir sur ce levier du terrorisme, et de s'isoler d'un espace de transit d'armes tout en exerçant un contrôle accru sur la société.

⁷⁸ Закон Республики Казахстан. (29 декабря 2006). Закон Республики Казахстан от 29 декабря 2006 №209 «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам технического регулирования». Loi de la République du Kazakhstan. (29 décembre 2006). Loi n°209 « Sur l'introduction de changements et d'ajouts dans certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de régulation technique » (« *O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye акты RK po voprosam tekhnicheskovo regulirovania* »).

⁷⁹ Закон Республики Казахстан. (27 июля 2007). Закон Республики Казахстан от 27 июля 2007 №318 «О внесении изменений и дополнений в закон Республики Казахстан «О государственном контроле за оборотом отдельных видов оружия»». Loi de la République du Kazakhstan. (27 juillet 2007). Loi n°318 « *Sur l'introduction de changements et d'ajouts dans la loi 'Du contrôle gouvernemental sur la circulation de certains types d'armes'* » (« *O vnesenii izmenenii i dopolnenii v zakon RK « O gossoustarstvennom kontrole za oborotom otdelnykh vidov oruzhiya* » »).

⁸⁰ Закон Республики Казахстан. (16 мая 2014). Закон Республики Казахстан от 16 мая 2014 №203-V ЗРК «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам разрешительной системы». Loi de la République du Kazakhstan. (16 mai 2014). Loi n°203-V ЗРК « Sur l'introduction de changements et d'ajouts dans certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de licence » (« *O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye акты RK po voprosam razrechitelnoi sistemy* »).

⁸¹ Закон Республики Казахстан, *op. cit.*, article 15 point 1. [Traduction de l'auteur.]

⁸² Ксенофонов, А. (11 ноября 2016). «Терроризм в Казахстане: меры противодействия», fb.ru. Ksenofontov, A. (11 novembre 2016). « Le terrorisme au Kazakhstan : les mesures de lutte ».

⁸³ Nations Unies, *op. cit.*, p.7.

⁸⁴ *Ibid.*

B) Le narcobusiness et la narcodépendance : un axe majeur de la politique antiterroriste kazakhstanaise au caractère social

La lutte contre le trafic et la consommation de drogue constitue également un pilier de la stratégie antiterroriste kazakhstanaise, qui a érigé ces problématiques en composantes clés du terrorisme en Asie centrale. Agir sur cette branche de la criminalité permet non seulement aux autorités de brandir l'étendard de la lutte contre le terrorisme, « grande cause » des administrations qui se succèdent, mais aussi d'appliquer des mesures drastiques sur un problème sanitaire et social d'envergure. Comme souvent, l'antiterrorisme joue le rôle de « raison d'État » qui, par ruissellement, justifie une action de l'exécutif et des forces de sécurité intérieure soutenue et générale. La formalisation de cette action aboutit à un décret présidentiel du 4 décembre 2001⁸⁵ présentant la stratégie nationale du Kazakhstan jusqu'à 2030, où y figure expressément la neutralisation du trafic et de la consommation de drogue. Un programme de lutte « contre la narcomanie et le narcobusiness »⁸⁶ est à nouveau établi le 29 novembre 2005 pour les années 2006 à 2014 sous la même forme, réaffirmant la politique nationale en la matière et renouvelé par un acte de même nature le 23 septembre 2010. Le texte de 2005 fait explicitement mention du lien entre trafic de drogue et financement du « terrorisme international et de l'extrémisme religieux »⁸⁷, et la politique englobante du Kazakhstan dans ce domaine agit à des fins prophylactiques⁸⁸ pour en limiter les répercussions. Le lien opéré entre les problématiques terroriste et de criminalité organisée est récurrent dans tous les textes suivants⁸⁹ qui mettront à jour la ligne des pouvoirs publics ; ces évolutions s'effectuent presque toujours par voie de décret présidentiel ou gouvernemental, témoignant d'une approche présidentialiste de la chose. De surcroît, ces documents s'actualisent au gré des attaques

⁸⁵ Указ Президента Республики Казахстан. (4 декабря 2001). Указ Президента Республики Казахстан от 4 декабря 2001 №735 «О дальнейших мерах по реализации Стратегии развития Казахстана до 2030 года». Décret du Président de la République du Kazakhstan. (4 décembre 2001). Décret n°735 « Sur des mesures plus poussées en matière de réalisation de la Stratégie de développement du Kazakhstan jusqu'en 2030 » (« O dalneichikh merakh po realizatsii strategii razvitia Kazakhstana do 2030 goda »).

⁸⁶ Указ Президента Республики Казахстан. (29 ноября 2005). Указ Президента Республики Казахстан от 29 ноября 2005 №1678 «Об утверждении Стратегии борьбы с наркоманией и наркобизнесом в Республике Казахстан на 2006-2014 годы». Décret du Président de la République du Kazakhstan. (29 novembre 2005). Décret n° 1678 « Sur l'affirmation d'une stratégie de lutte contre la narcomanie et le narcobusiness dans la République du Kazakhstan pour les années 2006-2014 » (« Ob utverzhdenii strategii borby s narkomaniie i narkobiznessom v RK na 2006-2014 gody »).

⁸⁷ *Ibid.*, point 2. [Traduction de l'auteur.]

⁸⁸ *Ibid.*, point 4.

⁸⁹ Постановление правительства Республики Казахстан. (12 апреля 2012). Постановление правительства Республики Казахстан от 12 апреля 2012 №451 «Об Отраслевой программе борьбы с наркоманией и наркобизнесом в Республике Казахстан на 2012-2016». Décret du gouvernement de la République du Kazakhstan. (12 avril 2012). Décret n° 451 «Sur le programme sectoriel de lutte contre la narcomanie et le narcobusiness dans la République du Kazakhstan pour les années 2012-2016 » (« Ob Otrasleyvoi programme borby s narkomaniie i narkobiznessom v RK na 2012-2016 »).

terroristes essuyées par le Kazakhstan comme après 2011 et 2016, ce qui souligne l'intérêt pour l'exécutif d'appréhender le trafic de drogue sur un mode sanitaire mais aussi sécuritaire.

C) La neutralisation des sources financières du terrorisme

En dernier lieu, conformément à une approche multiforme du terrorisme en interaction avec la criminalité, les autorités kazakhstanaïses développent une stratégie de neutralisation des sources financières restantes du terrorisme – le blanchiment d'argent. Le gouvernement peut par exemple mandater n'importe quelle institution financière pour geler des avoirs terroristes avérés sans délai. La loi du 28 août 2009 n° 191-IV a ainsi vocation à contrer le blanchiment d'argent à des fins expressément antiterroristes : les « sujets de monitoring financier doivent [par exemple] adopter des mesures de diligence raisonnable à l'égard de leurs clients [...] et leurs effectifs bénéficiaires »⁹⁰. L'adoption de textes attestant d'une synergie entre groupuscules terroristes et crime organisé ne fait qu'augmenter la conception des deux sous une même bannière, résultant en des amalgames et des conclusions parfois hâtives. Le terrorisme centrasiatique a beau avoir la particularité de subsister grâce aux routes criminelles alimentées par le foyer afghan, il demeure un problème à part aux spécificités propres, notamment idéologiques. Poursuivre un objectif d'essentialisation du terrorisme régional et sa réduction à la criminalité organisée met en lumière la tendance du pouvoir kazakhstanaïse à occulter le projet politique salafiste (tout aussi extrémiste soit-il), et ses efforts pour diminuer au maximum tout pluralisme. Il subsiste donc une tendance générale d'augmentation du terrorisme au Kazakhstan justement parce que ce dernier incorpore dans sa définition une grande quantité d'éléments rattachés au crime et à la délinquance : les premiers neuf mois de l'année 2012, la criminalité augmente de 52,5 %⁹¹ par rapport à l'année précédente, concomitamment à la progression du nombre de condamnations terroristes prononcées.

⁹⁰ Закон Республики Казахстан. (28 августа 2009). Закон Республики Казахстан от 28 августа 2009 №191-IV «О противодействии легализации (отмыванию) доходов, полученных преступным путем, и финансированию терроризма», статья 5, пункт 1. Loi de la République du Kazakhstan. (28 août 2009). Loi n° 191-IV « Sur la lutte contre le blanchiment d'argent obtenu de manière criminelle et le financement du terrorisme » (« О противодействии легализации (отмыванию) доходов, полученных преступным путем, и финансированию терроризма »), article 5, point 1. [Traduction de l'auteur.]

⁹¹ Kosolapova, E. (8 October 2012). "Crime rate increases in Kazakhstan", Trend News Agency.

2.3) L'amorce d'une politique de déradicalisation prophylactique

La stratégie antiterroriste kazakhstanaise est donc indéniablement répressive, parfois plus qu'à la hauteur du phénomène observé : les actes terroristes commis au Kazakhstan portent un coup à la capacité même de l'État de régir son territoire, dans un contexte centrasiatique de sacralisation des frontières, de consolidation de l'appareil étatique et de volonté d'endiguer toute forme de déstabilisation. Toutefois, cette politique s'est avérée insuffisante pour appréhender la transnationalisation du terrorisme dans le sillage de la guerre syrienne de 2011. La république n'échappe pas au phénomène de mobilisation de combattants centrasiatiques au Levant, et enrichit timidement son approche d'une dimension sociale de réinsertion. Cela met en lumière un terrorisme à la fois cause et conséquence de l'instabilité en Asie centrale.

A) *Réinsertion sociale et mesures socio-économiques embryonnaires*

Considérant le trafic de drogue comme une source terroriste aux répercussions locales désastreuses, les autorités vont multiplier l'ouverture de centres de désintoxication afin de couper court à tout financement criminel. Le centre de Pavlodar se spécialise dans le traitement de problèmes médicaux de la toxicomanie, tandis que d'autres établissements comme le Centre d'Noursoultan, le Comité des douanes du ministère des revenus d'État (MGD) prolongent l'action gouvernementale dans le domaine de la narcodépendance. Dans la lignée d'une ouverture pédagogique de lutte contre le terrorisme, 306 groupes spécialisés⁹² en théologie ont vocation à informer les populations pratiquantes et plus religieuses ; plus de 3500 individus vont ainsi à la rencontre de ces dernières en qualité d'experts du radicalisme, de représentants d'organisations religieuses ou de « simples » théologiens⁹³. Au total, le ministère des affaires religieuses et civiles confie 50 recommandations à ces groupes de travail pour lutter contre l'extrémisme et la radicalisation dans les populations vulnérables. Un numéro d'urgence « 114 » a également été mise en place⁹⁴, en partenariat avec l'Association des centres d'étude de la religion ; rien qu'en 2016, plus de 500 appels ont été répertoriés sur la ligne téléphonique⁹⁵. Ces structures agissent donc sur un double répertoire, à la fois consultatif et opérationnel, dans la mesure où certaines informations recueillies permettent de cerner des comportements jugés

⁹² Baigenews.kz, « Comment le Kazakhstan lute-t-il contre le terrorisme? », *art. cit*

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ *Ibid.*

dangereux. De plus, un forum d' « érudits religieux » sous la férule du ministère rassemble annuellement des représentants de 12 confessions, des défenseurs des droits et des experts⁹⁶, et privilégie une approche alternative de la relation entre religion et politique, tout en ambitionnant d'aider les « victimes de l'extrémisme »⁹⁷.

B) La question du rapatriement de combattants kazakhstanaïes

Le Kazakhstan s'illustre enfin par l'amorce d'une politique de rapatriement massif de ses ressortissants du Proche-Orient, dans l'optique d'endiguer les effets d'une radicalisation externe importée sur le territoire national. L'opération « Zhousan » fait date en matière d'antiterrorisme centrasiatique, ayant mis en œuvre le rapatriement de 595 citoyens au 6 février 2020⁹⁸ et suscitant une forme d'admiration de la part des démocraties occidentales. Ce programme supervisé par le CSN est subdivisé en plusieurs phases, qui permettent le retour gradué de ressortissants et mettent l'accent sur la réinsertion sociale des femmes et enfants concernés. Au total, quatre étapes complètent à ce jour le processus, en vertu d'un décret présidentiel signé par Nazarbaïev en janvier 2019. Son successeur, le président Tokaïev, fait ainsi part de la priorité que revêt le rapatriement de citoyens kazakhstanaïes⁹⁹ et note déjà les « effets positifs du travail en cours ; [...] les femmes rapatriées [en janvier 2019] ont renoncé à leur passé radical, [...] cherché un emploi, [...] rétabli un lien avec leurs proches, [tandis que] les enfants retournent à l'école »¹⁰⁰. L'attitude kazakhstanaïse vis-à-vis de ces « revenants » se démarque donc par sa proactivité moins « punitive », préférant réintégrer à tout prix des citoyens considérés comme des victimes. La métaphore d'une « contagion » terroriste chère à l'exécutif est ainsi longuement filée, ignorant d'une certaine manière l'enracinement d'un radicalisme au cœur du Kazakhstan, qui serait seulement véhiculé par des mouvances extérieures. Les médias kazakhstanaïes ont par exemple diffusé une grande quantité de contenu vidéo dépeignant les conditions de ce rapatriement massif sous égide militaire, comme *Accusation et regret*¹⁰¹, film facilement accessible et vecteur « authentique » de prévention

⁹⁶ Baigenews.kz, « Comment le Kazakhstan lute-t-il contre le terrorisme? », *art. cit.*

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ Alzhanova, R. (6 February 2020). "Zhusan operation: 595 Kazakhstanis repatriated from Syria", Kazinform, Nursultan.

⁹⁹ Токаев, К.Ж. (10 мая 2019). Заявление Президента Республики Казахстан К.К. Токаева, Официальный сайт Президента Республики Казахстан. Tokaïev, K. J. (10 mai 2019). Déclaration du Président de la République du Kazakhstan K. Tokaïev, Site officiel du Président de la République du Kazakhstan.

¹⁰⁰ *Ibid.* [Traduction de l'auteur.]

¹⁰¹ Voir annexe n°1.

contre le radicalisme¹⁰². L'opération « Zhousan » souligne en outre le dilemme de toute autorité publique en matière d'antiterrorisme, entre l'adoption d'une ligne policière dure tournée vers l'extérieur, et une ligne douce plus sociale ouvrant la porte à une critique du régime en place. En effet, le terrorisme en Asie centrale est autant une cause qu'une conséquence de l'instabilité, dont le terreau peut être socio-économique et qui révèle des lignes de fractures plus anciennes que l'importation de tendances wahhabites dans la région. Bien que cette double nature ait longtemps été occultée par les autorités kazakhstanaïses, les récentes évolutions de la lutte contre le terrorisme à la fin du mandat Nazarbaïev et sous Tokaïev laissent présager une revalorisation « comportementale »¹⁰³ de l'antiterrorisme qui agit durablement sur la radicalisation au Kazakhstan et dans toute la région.

¹⁰² Staff Report. (11 November 2019). "National Security Committee releases film about Kazakh citizen who returned from Syria", The Noursultan Times, Nursultan.

¹⁰³ Guidère, M. (2017). *Atlas du terrorisme islamiste : d'Al-Qaida à Daech*, p. 86, Autrement, « Atlas/Monde », 95 p.

Conclusion

Le Kazakhstan a donc abordé la question terroriste islamiste dès son indépendance, et considère qu'elle porte atteinte aux fondements même de son État. Cette approche précoce et radicale n'est que le prolongement d'un régime fortement présidentialisé, qui perçoit à raison les risques colossaux que représente le terrorisme, mais qui y répond tout aussi virulemment dans une optique de diminution du pluralisme politique. Néanmoins, au regard du nombre d'attentats allant croissant avec les années (bien que ce nombre reste grandement inférieur à ceux en France, par exemple), les administrations Nazarbaïev puis Tokaïev explorent d'autres solutions réhabilitant le dialogue, la pédagogie et l'assistance aux victimes du terrorisme.

Ce renouvellement de la politique antiterroriste du Kazakhstan pourrait tout à fait être mis en œuvre par le président Tokaïev, qui multiplie les déclarations sur une nécessaire « libéralisation »¹⁰⁴ du régime ; il suffit d'examiner sa récente profession de foi sur le respect des droits de l'homme faisant suite au rapport cinglant du Parlement européen en la matière¹⁰⁵.

Malgré tout, une double approche de cet acabit, si elle s'émancipait des logiques de neutralisation du pluralisme politique qui sous-tendaient jusqu'alors l'ère Nazarbaïev, pourrait définitivement faire du Kazakhstan un leader dans la lutte contre le terrorisme, du fait de sa position stratégique clé et de son implication dans l'architecture sécuritaire internationale.

¹⁰⁴ Zakon.kz. (2 сентября 2019). «Токаев: бессистемная либерализация приводит к хаосу». Zakon.kz. (2 septembre 2019). « Tokaïev : une libéralisation non-systémique ne mènera qu'au chaos ». [Traduction de l'auteur].

¹⁰⁵ Stevens. C. (2 mars 2021). « Droits de l'homme au Kazakhstan », Euroreporter, Le Kazakhstan.

Annexes

Annexe n°1 : Extrait du film « *Obvinienie i sozhalienie* » (« Accusation et regret »)



Extrait du film « *Obvinienie i sozhalienie* » (« Accusation et regret ») disponible sur la chaîne Youtube du CSN (КНБ), qui met en scène le témoignage d'un père de famille fait prisonnier en 2019 à Al-Baghouz Fouqani en Syrie, et rapatrié avec ses enfants dans le cadre de l'opération Zhousan l'année suivante.

Consultée le 24 juin 2021.

Annexe n°2 : Constitution articles 1, 5 et 10



Constitution of the Republic of Kazakhstan

Unofficial translation

Constitution adopted on August 30, 1995 at the republican referendum.

Unofficial translation

*We, the people of Kazakhstan,
united by a common historical fate,
creating a state on the indigenous
Kazakh land,
considering ourselves a peace-loving and
civil society,
committed to the ideals of freedom, equality
and Concord,
wishing to take a worthy place in the world
community,*

*realizing our high responsibility
before the present and future generations,
proceeding from our sovereign right,
adopt this Constitution.*

Section I General Provisions

Article 1

1. The Republic of Kazakhstan proclaims itself as a democratic, secular, legal and social state whose highest values are a person, his life, rights, and freedoms.

2. The fundamental principles of the activity of the Republic are public concord and political stability; economic development for the benefit of all the nation; Kazakhstani patriotism and resolution of the most critical issues of State affairs by democratic methods including voting by national referendum or in Parliament.

Footnote: See resolution of the Constitutional Council of the Republic of Kazakhstan No. 18/2 dated December 21, 2001.

Article 5

1. The Republic of Kazakhstan shall recognize ideological and political diversity. The formation of political parties in state bodies shall not be permitted.

2. Public associations shall be equal before the law. Illegal interference of the state in the affairs of public associations, and public associations in the affairs of the state, imposing the functions of state institutions on public associations shall not be permitted.

3. Formation and functioning of public associations pursuing the goals or actions directed toward a violent change of the constitutional system, violation of the integrity of the Republic, undermining the security of the state, inciting social, racial, national, religious, and tribal enmity, as well as the formation of unauthorized paramilitary units shall be prohibited.

4. Activities of political parties and trade unions of other states, religious parties, as well as the financing of political parties and trade unions of foreign legal entities and citizens, foreign states and international organizations shall not be permitted in the Republic.

5. Activities of foreign religious associations on the territory of the Republic, as well as the appointment of heads of religious associations in the Republic by foreign religious centers shall be carried out in coordination with the respective state institutions of the Republic.

Footnote: See resolution of the Constitutional Council of the Republic of Kazakhstan No. 4/2 dated June 7, 2000.

Footnote: Article 5, as amended by the Law of the Republic of Kazakhstan No.254 dated May 21, 2007 (shall be applied from the date of its official publication).

Section II Person and Citizen

Article 10

1. Citizenship of the Republic of Kazakhstan shall be acquired and terminated, as prescribed by law and shall be indivisible and equal regardless of the grounds of its acquisition.

2. A citizen of the Republic shall not be deprived of citizenship, the right to change such citizenship, and also may not be expelled from Kazakhstan. Deprivation of citizenship is allowed only by a court decision for the commission of terrorist crimes, as well as for causing other grave harm to the vital interests of the Republic of Kazakhstan.

3. Foreign citizenship of a citizen of the Republic shall not be recognized.

Footnote: See resolution of the Constitutional Council of the Republic of Kazakhstan No. 12 dated December 1, 2003.

Footnote: Article 10 as amended by the Law of the Republic of Kazakhstan No. 51-VI dated

March 10, 2017 (shall be applied from the date of its first official publication).

Annexe n°3 : Loi contre le terrorisme du 13 juillet 1999, principes généraux (articles 1 et 2)



On countering terrorism

Unofficial translation

The Law of the Republic of Kazakhstan dated 13 July, 1999 No. 416.

Unofficial translation

Footnote. Title is in wording of the Law of the Republic of Kazakhstan dated 08.04.2010 No. 226-IV (order of enforcement see Article 2).

This Law establishes principles, purpose, legal and organizational bases of countering the terrorism.

Footnote. Preamble is in wording of the Law of the Republic of Kazakhstan dated 08.01.2013 No. 63-V (shall be enforced upon expiry of ten calendar days after its first official publication).

Footnote. Through the whole text, the word “terrorist sabotage” is substituted respectively by the word “act of terrorism” in accordance with the Law of the Republic of Kazakhstan dated 08.04.2010 No. 266-IV (order of enforcement see Article 2).

Chapter 1. General provisions

Article 1. Basic definitions used in this Law

The following basic definitions are used in this Law:

1) objects of mass throng of people - shopping facilities by selling space from 500 square meters and more, public catering facilities on 100 and more sitting areas; concert-halls, sport, entertaining, transport and other public constructions, organizations of educations and healthcare, places of tourist camping, including adjoining to them open area destined or prepared for mass people stay with possibility of simultaneous standing of 200 and more people;

2) a subdivision of special assignment - subdivision formed for prevention of terrorism acts;

3) a hostage - individual, captured and (or) detained with purpose of concussion of the state body, the body of local self-government or the international organization to commit any action or to abstain from commitment of any action as condition of release of captured and (or) detained person;

4) an ideology of violence - system of public theories, viewpoints and ideas are justifying a violence as well as with appliance of terroristic methods and facilities for achieving of political, religious, ideological and other purposes;

5) a terrorism - ideology of violence and practice of influence on making a decision by the state bodies, the bodies of local self-government or the international organizations by committing or threat of committing of violent and (or) other criminal actions, linked with deterrence of public and directed on inflicting of damage to person, public and the state;

6) an act of terrorism - commitment or threat of committing of detonation, burning or other actions, creating danger of people death, inflicting of extensive property damage or ensuing of injurious to the public consequences, if these actions were committed in purpose of infraction of public safety, deterrence of population or rendering of influence on making decisions by the state bodies of the Republic of Kazakhstan, the foreign states or the international organizations as well as infringement on life of human, committed in the same purposes, and equally infringement on life of the state or public figure is committed in purpose of cancellation of his (her) state or other political activity or out of revenge for the such activity;

6-1) the call to commit an act of terrorism is an appeal expressed publicly or reflected in the distributed information material, affecting the consciousness, will and behavior of an individual with a view to inducing him to commit an act of terrorism;

7) an antiterrorist action - complex of special measures with appliance of physical force, service dogs, warlike and other equipment, weapon and special facilities on prevention, suppression of the act of terrorism, disarmament of terrorists, explosive devices, provision of safety of individuals and organizations as well as on minimization and (or) liquidation of consequences of acts of terrorism.

Protective measures on provision of safety of secured persons shall be performed within the antiterrorist actions on decision of the head of the Service of the state security of the Republic of Kazakhstan in accordance with this Law.

8) a legal regime of antiterrorist action - special regime of functioning of the state bodies, carrying out countering the terrorism, upon which in the zone of performance of antiterrorist actions shall be admitted the establishment of separate measures, temporary restrictions right of rights and freedom of citizens as well as rights of legal entities on period of performance of antiterrorist actions;

9) a zone of performance of antiterrorist actions - particular sectors of the terrain or water area, air area, motor vehicle, building, structure, construction, premise and adjoining to them territories are defined by head of antiterrorist actions, within of which the stated action shall be performed;

10) countering the terrorism - activity of the state bodies and the bodies of local self-government on: prevention of terrorism;

detection, suppression of terroristic activity, detection and investigation of terroristic crimes;

minimization and / or liquidation of the consequences of terrorism by rendering of emergency medical assistance, medical and psychological accompaniment, performance of rescue and fire prevention measures, the restoration of normal functioning and ecological safety of the objects exposed to terrorist attack, social rehabilitation of persons who suffered as a result of the act of terrorism and persons, who participated in its suppression, compensation of moral and material harm to the persons who suffered in the result of act of terrorism;

11) the authorized state body on coordination of activity in the scope of countering the terrorism - the state body is carrying out the interdepartmental coordination of activity in the scope of countering of terrorism within its powers;

12) financing of terrorism is provision or collection of money and (or) other property, a right to property or benefits of a property nature, as well as granting, exchange, donations, charity, provision of information and other services or provision of financial services to an individual or group of individuals, or a legal entity committed by a person who were knowingly aware of the terroristic nature of their activities or that the provided property, information, financial and other services would be used for carrying out terroristic activity or providing terroristic group, a terroristic organization, an illegal paramilitary group;

13) a prevention of terrorism - complex of legal, economic, social, organizational, educational, propagandistic and the other measures are carried out by the state and the local executive bodies on detection, examination, elimination of reasons and conditions are promoting to uprising and expansion of the terrorism;

14) a terrorist - person is participating in carrying out of terroristic activity;

14-1) terroristic materials - any information materials containing information on the ways and means of committing an act of terrorism, as well as signs and (or) calls for carrying out terroristic activities, or substantiating and justifying the need for such activities;

15) A terroristic group is an organized group with the aim of committing one or more terroristic crimes;

16) objects vulnerable in terroristic relations are especially important state, strategic objects and economic sectors objects of strategic importance, hazardous production facilities, objects of mass gathering of people, the list of which and the relevant requirements to them shall be determined by the Government of the Republic of Kazakhstan;

17) a terroristic organization - organization is carrying out the terroristic activity or admitting the possibility of use in its activity of terrorism in relation of which the decision of the court on admitting it as terroristic is enforced;

18) terroristic activity is carrying out of any of the following actions:

organization, planning, preparing, financing and realization of the act of terrorism;

incitement to the act of terrorism;

organization of illegal paramilitary force, criminal community (criminal organization), organized group in purpose of commitment of the act of terrorism, as well as participation in the such structures;

enlistment, armament, training and use of terrorists;

informational and the other collusion in organization, planning, preparing and commitment of the act of terrorism;

propaganda of ideas of terrorism, distribution of terroristic materials, including using mass media or telecommunications networks;

rendering of financial, legal assistance or the other contribution to the terrorist as well as organization, activity of which is admitted as terroristic in accordance with the legislation of the Republic of Kazakhstan, with recognition of the fact than stated actions will be used for carrying out of the terroristic activity or provision of the terroristic organization.

Footnote. Article 1 is in wording of the Law of the Republic of Kazakhstan dated 08.01.2013 No. 63-V (shall be enforced upon expiry of ten calendar days after its first official publication); as amended by the Law of the Republic of Kazakhstan dated 04.07.2014 No. 233-V (shall be enforced upon expiry of ten calendar days after its first official publication); dated 03.11.2014 № 244-V (the order of enforcement see Art. 2); dated 16.11.2015 № 403-V (shall be enforced upon expiry of ten calendar days after the day its first official publication).

Article 2. Legislation of the Republic of Kazakhstan on the countering of the terrorism

1. The legislation of the Republic of Kazakhstan on the countering of the terrorism shall base of the Constitution of the Republic of Kazakhstan and consist of this Law and the other regulatory legal acts of the Republic of Kazakhstan.

2. If international treaty, ratified by the Republic of Kazakhstan establishes other rules, than those contained in this Law, the rules of international treaty shall be applied.

Footnote. Article 2 is in wording of the Law of the Republic of Kazakhstan dated 08.04.2010 No. 266-IV (order of enforcement see Article 2).

The President
of the Republic of Kazakhstan

© 2012. «Institute of legislation and legal information of the Republic of Kazakhstan» of the Ministry
of Justice of the Republic of Kazakhstan

Bibliographie :

Ouvrages :

Guidère, M. (2017). *Atlas du terrorisme islamiste : d'Al-Qaida à Daech*, p. 86, Autrement, « Atlas/Monde », 95 p.

Articles scientifiques :

Mihalka, M. (May 2006). "Counterinsurgency, Counterterrorism, State-building and Security Cooperation in Central Asia", *China and Eurasia Forum Quarterly*, Volume 4, No. 2, Central Asia-Caucasus & Silk Road Studies Program.

Penal Reform international, UE, ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne. (2013). *Терроризм в Казахстане: смертная казнь не решение проблемы. Le terrorisme au Kazakhstan : la peine de mort n'est pas la solution au problème (Terrorizm v Kazakhstane: smertnaia kazn ne rechenie problemy)*.

Ronl.ru. «Реферат: национальная безопасность Республики Казахстан». « Essai : la sécurité nationale de la République du Kazakhstan » (« Referat : natsionalnaia bezopastnost Respubliki Kazakhstan »).

Зайферт, А. (30 ноября 2007). «Секуляризм и ислам в современном государстве», «Секуляризм и ислам в государстве: что их объединяет?», Материалы международного «круглого стола», Алматы. Zaifert, A. (30 novembre 2007). « Le sécularisme et l'islam dans l'État contemporain » (« Sekularizm i islam v sovremennom gossoudarstve »), « Le sécularisme et l'islam dans l'État : que les unit-ils ? » (« Sekularizm i islam v gossoudarstve : chto ikh obediniaet ? »), Supports de la « table ronde » internationale (Materialy mezhdunarodnovo « kruglovo stola »), Almaty.

Sources gouvernementales :

Контртеррористический Комитет. (29 марта 2018). «Госпрограмма по борьбе с терроризмом и религиозным экстремизмом в РК на 2018-2022 годы выступила в силу», Официальный сайт Республиканского общественного объединения. Comité contreterroriste. (29 mars 2018). « Le programme gouvernemental de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux pour 2018-2022 est entré en vigueur au Kazakhstan » (« Gossprogramma po borbe s terrorizmom i religioznikh ekstremizmom v RK na 2018-2022 gody vystupila v silu »), Site officiel de l'association publique républicaine (Offitsialniy sait Respublikanskovo obchetsviennovo obedinenia »).

Комитет национальной безопасности (КНБ РК). (27 июня 2017). *Документальный фильм: цветы в оковах*, 1:36, Официальный вебсайт КНБ. Comité de sécurité nationale (Komitet natsionalnoy bezopasnosti) (CSN RK). (27 juin 2017). *Documentaire : fleurs enchaînées (Dokumentalni film : tsvety v okovakh)*, 1 :36 min, Site officiel du CSN.

Комитет Национальной Безопасности Республики Казахстан. (5 апреля 2021). «Противодействие терроризму». Comité de sécurité nationale de la République du Kazakhstan. (5 avril 2021). « Lutte contre le terrorisme » (« Protivodeistvie terrorizmu »).

Назарбаев, Н. А. (14 декабря 2012). Послание Президента Республики Казахстан - Лидера Нации Н.А.Назарбаева Народу Казахстана «Стратегия «Казахстан-2050»: Новый политический курс состоявшегося государства», Астана. Nazarbaïev, N.A. (14 décembre 2012). Allocution du Président de la République du Kazakhstan – Leader de la Nation N. A. Nazarbaïev au Peuple du Kazakhstan « Stratégie « Kazakhstan-2050 » : Le nouveau cours politique du gouvernement établi » (Poslanie Prezidenta Respubliki Kazakhstan – Lidera Natsii N.A. Nazarbaïev Narodu Kazakhstana « Strategia « Kazakhstan-2050 » : Novyi politicheskiï kurs sostavliachevosia gossoudarstva »), Noursoultan.

Токаев, К.Ж. (10 мая 2019). Заявление Президента Республики Казахстан К.К. Токаева, Официальный сайт Президента Республики Казахстан. Tokaïev, K. J. (10 mai 2019). Déclaration du Président de la République du Kazakhstan K. Tokaïev, Site officiel du Président de la République du Kazakhstan.

Sources juridiques :

Кабинет Министров Республики Казахстан. (19 декабря 1991). Постановление Кабнетета Министров Республики Казахстан от 19 декабря 1991 №788 «О Комитете государственной безопасности РК», Алматы. Cabinet des Ministres de la République du Kazakhstan. (19 décembre 1991). Arrêt n° 788 « Sur le Comité de sécurité nationale de la République du Kazakhstan » (« О Комитете госсударственnoi bezopastnosti RK »), Almaty.

Закон Республики Казахстан. (15 января 1992). Закон №1128-ХІІ «О свободе вероисповедания и религиозных объединениях». Loi de la République du Kazakhstan. (15 janvier 1992). Loi n° 1128-ХІІ « De la liberté de confession et des associations religieuses » (« О svobodie veroispovedovania i religioznykh obedineniakh »).

Указ Президента Республики Казахстан. (13 июля 1992). Указ Президента Республики Казахстан от 13 июля 1992 №844 «О преобразовании Комитета государственной безопасности РК». Décret du Président de la République du Kazakhstan. (13 juillet 1992). Décret n° 844 « De la transformation du Comité de sécurité nationale de la République du Kazakhstan » (« О Preobrazovanii Komiteta gossoudarstvennoi bezopastnosti RK »).

Закон Республики Казахстан. (21 декабря 1995). Закон Республики Казахстан от 21 декабря 1995 №2710 «Об органах национальной безопасности РК». Loi de la République du Kazakhstan. (21 décembre 1995). Loi n° 2710 « Sur les organes de sécurité nationale de la République du Kazakhstan » (« Ob organakh natsionalnoi bezopastnosti RK »).

Constitution de la République du Kazakhstan. (30 août 1995).

Закон Республики Казахстан. (13 декабря 1997). Закон Республики Казахстан от 13 декабря 1997 №201-І «О миграции населения». Loi de la République du Kazakhstan. (13 décembre 1997). Loi n° 201-І « De la migration de la population » (« О migratsii naselenia »).

Закон Республики Казахстан. (26 июня 1998). Закон Республики Казахстан от 26 июня 1998 №233-І «О национальной безопасности Республики Казахстан». Loi de la République du Kazakhstan. (26 juin 1998). Loi n° 233-І « Sur la sécurité nationale de la République du Kazakhstan » (« О natsionalnoi bezopastnosti RK »).

Закон Республики Казахстан. (30 декабря 1998). Закон Республики Казахстан от 30 декабря 1998 №339 «О государственном контроле за оборотом отдельных видов оружия». Loi de la République du Kazakhstan. (30 décembre 1998). Loi n°339 « Du contrôle gouvernemental sur la circulation de certains types d'armes » (« O gossou darstvennom kontrolie za oborotom otdelnykh vidov oruzhiya »).

Закон Республики Казахстан. (13 июля 1999). Закон Республики Казахстан от 13 июля 1999 №416-I «О противодействии терроризму». Loi de la République du Kazakhstan. (13 juillet 1999). Loi n° 416-I « Sur la lutte contre le terrorisme » (« O protivodeistvie terrorizmu »).

Постановление Правительства Республики Казахстан. (28 января 2000). Постановление Правительства Республики Казахстан от 28 января 2000 №136 «Отдельные вопросы правового регулирования пребывания иностранцев в Республике Казахстан». Arrêt du gouvernement de la République du Kazakhstan. (28 janvier 2000). Arrêt n° 136 « Questions particulières de la régulation juridique du séjour d'étrangers en République du Kazakhstan » (« Otdelnye voprosy pravovo regulirovaniya prebyvaniya inostrantsev v Respublike Kazakhstan »).

Указ Президента Республики Казахстан. (10 февраля 2000). Указ Президента Республики Казахстан от 10 февраля 2000 года №334 «Об утверждении Военной доктрины РК». Décret du Président de la République du Kazakhstan. (10 février 2000). Décret n° 334 « Sur l'affirmation de la doctrine militaire de la République du Kazakhstan » (« Ob utverzhdenii Voennoi doktriny RK »).

Указ Президента Республики Казахстан. (4 декабря 2001). Указ Президента Республики Казахстан от 4 декабря 2001 №735 «О дальнейших мерах по реализации Стратегии развития Казахстана до 2030 года». Décret du Président de la République du Kazakhstan. (4 décembre 2001). Décret n°735 « Sur des mesures plus poussées en matière de réalisation de la Stratégie de développement du Kazakhstan jusqu'en 2030 » (« O dalneichikh merakh po realizatsii strategii razvitiia Kazakhstana do 2030 goda »).

Закон Республики Казахстан. (19 февраля 2002). Закон Республики Казахстан от 19 февраля 2002 №295-II «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам борьбы с терроризмом.» Loi de la République du Kazakhstan. (19 février 2002). Loi n° 295-II « Sur l'introduction de changements et d'ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de lutte contre le terrorisme » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye akty RK po voprosam borby s terrorizmom »).

Закон Республики Казахстан. (14 июня 2002). Закон Республики Казахстан от 14 июня 2002 №344-II «О политических партиях». Loi de la République du Kazakhstan. (14 juin 2002). Loi n° 344-II « Des partis politiques » (« O politicheskikh partiakh »).

Закон Республики Казахстан. (15 июля 2002). Закон Республики Казахстан от 15 июля 2002 №344-II «О политических партиях». Loi de la République du Kazakhstan. (15 juillet 2002). Loi n° 344-II « Sur les partis politiques » (« O politicheskikh partiakh »).

Постановление Правительства Республики Казахстан. (13 марта 2003). Постановление Правительства Республики Казахстан от 13 марта 2003 №241 «О некоторых мерах по усилению миграционного контроля». Arrêt du gouvernement de la République du

Kazakhstan. (13 mars 2003). Arrêt n° 241 « Sur certaines mesures de renforcement du contrôle de l'immigration » (« O nekotorykh merakh po usileniu migratsionnovo kontroliia »).

Указ Президента Республики Казахстан. (29 ноября 2005). Указ Президента Республики Казахстан от 29 ноября 2005 №1678 «Об утверждении Стратегии борьбы с наркоманией и наркобизнесом в Республике Казахстан на 2006-2014 годы». Décret du Président de la République du Kazakhstan. (29 novembre 2005). Décret n° 1678 « Sur l'affirmation d'une stratégie de lutte contre la narcomanie et le narcobusiness dans la République du Kazakhstan pour les années 2006-2014 » (« Ob utverzhdenii strategii borby s narkomaniei i narkobiznessom v RK na 2006-2014 gody »).

Закон Республики Казахстан. (29 декабря 2006). Закон Республики Казахстан от 29 декабря 2006 №209 «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам технического регулирования». Loi de la République du Kazakhstan. (29 décembre 2006). Loi n°209 « Sur l'introduction de changements et d'ajouts dans certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de régulation technique » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye акты RK po voprosam tekhnicheskovo regulirovania »).

Указ Президента Республики Казахстан. (21 марта 2007). Указ Президента республики Казахстан от 21 марта 2007 года № 299 «Об утверждении Военной доктрины РК». Décret du Président de la République du Kazakhstan. (21 mars 2007). Décret n° 299 « Sur l'affirmation de la doctrine militaire de la République du Kazakhstan ».

Закон Республики Казахстан. (27 июля 2007). Закон Республики Казахстан от 27 июля 2007 №318 «О внесении изменений и дополнений в закон Республики Казахстан «О государственном контроле за оборотом отдельных видов оружия»». Loi de la République du Kazakhstan. (27 juillet 2007). Loi n°318 « Sur l'introduction de changements et d'ajouts dans la loi 'Du contrôle gouvernemental sur la circulation de certains types d'armes' » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v zakon RK « O gossoudarstvennom kontroliie za oborotom otdelnykh vidov oruzhiya » »).

Закон Республики Казахстан. (28 августа 2009). Закон Республики Казахстан от 28 августа 2009 №191-IV «О противодействии легализации (отмыванию) доходов, полученных преступным путем, и финансированию терроризма. Loi de la République du Kazakhstan. (28 août 2009). Loi n° 191-IV « Sur la lutte contre le blanchiment d'argent obtenu de manière criminelle et le financement du terrorisme » (« O protivodeistvii legalizatsii (otmyvaniu) dokhodov, polutchennykh prestupnym putem, i finansirovaniu terrorizma »).

Закон Республики Казахстан. (8 апреля 2010). Закон Республики Казахстан от 8 апреля 2010 №266-IV «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам противодействия терроризму». Loi de la République du Kazakhstan. (8 avril 2010). Loi n° 266-IV « Sur l'introduction de changements et d'ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de lutte contre le terrorisme » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye акты RK po voprosam protivodeistvia terrorizmu »).

Указ Президента республики Казахстан. (11 октября 2011). Указ Президента республики Казахстан от 11 октября 2011 года №161 «Об утверждении Военной доктрины РК».

Décret du Président de la République du Kazakhstan. (11 octobre 2011). Décret n° 161 « Sur l'affirmation de la doctrine militaire de la République du Kazakhstan ».

Постановление правительства Республики Казахстан. (12 апреля 2012). Постановление правительство Республики Казахстан от 12 апреля 2012 №451 «Об Отраслевой программе борьбы с наркоманией и наркобизнесом в Республике Казахстан на 2012-2016». Décret du gouvernement de la République du Kazakhstan. (12 avril 2012). Décret n° 451 «Sur le programme sectoriel de lutte contre la narcomanie et le narcobusiness dans la République du Kazakhstan pour les années 2012-2016 » (« Ob Otrasslevoi programme borby s narkomaniei i narkobiznessom v RK na 2013-2016 »).

Закон Республики Казахстан. (8 января 2013). Закон Республики Казахстан от 8 января 2013 №63-V «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам противодействия терроризму». Loi de la République du Kazakhstan. (8 janvier 2013). Loi n° 63-V « Sur l'introduction de changements et d'ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de lutte contre le terrorisme » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye акты RK po voprosam protivodeistvia terrorizmu »).

Закон Республики Казахстан. (16 января 2013, проверено 19 октября 2021). Закон Республики Казахстан от 16 января 2013 №70-V «О государственной границе Республики Казахстан», ст. 56. Loi de la République du Kazakhstan. (16 janvier 2013, vérifiée le 19 octobre 2021). Loi de la République du Kazakhstan du 13 janvier 2013 n°70-V « Sur la frontière d'État de la République du Kazakhstan » (« O gosudarstvennoy granitse RK »), art. 56.

Закон Республики Казахстан. (16 мая 2014). Закон Республики Казахстан от 16 мая 2014 №203-V ЗРК «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам разрешительной системы». Loi de la République du Kazakhstan. (16 mai 2014). Loi n°203-V ЗРК « Sur l'introduction de changements et d'ajouts dans certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de licence » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye акты RK po voprosam razrechitelnoi sistemy »).

Уголовный Кодекс Республики Казахстан. (3 июля 2014). Уголовный Кодекс Республики Казахстан от 3 июля 2014 №226-V. Code pénal de la République du Kazakhstan. (3 juillet 2014). Code pénal n° 226-V (« Uголовnyi kodeks Respubliki Kazakhstan »).

Закон Республики Казахстан. (3 ноября 2014). Закон Республики Казахстан от 3 ноября 2014 №244-V «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам противодействия экстремизму и терроризму». Loi de la République du Kazakhstan. (3 novembre 2014). Loi n° 244-V « Sur l'introduction de changements et d'ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme » (« O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye акты RK po voprosam protivodeistvia ekstremizmu i terrorizmu »).

Закон Республики Казахстан. (22 декабря 2016). Закон Республики Казахстан от 22 декабря 2016 №28-VI ЗРК «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам противодействия экстремизму и терроризму». Loi de la République du Kazakhstan. (22 décembre 2016). Loi

n°28-VI ЗРК « *Sur l'introduction de changements et d'ajouts dans certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme* » (« *O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye akty RK po voprosam protivodeistviu ekstremizmu i terrorizmu* »).

Указ Президента Республики Казахстан. (13 сентября 2016). Указ Президента Республики Казахстан от 13 сентября 2016 №329 «О мерах по дальнейшему совершенствованию системы государственного управления Республики Казахстан», пункт 1. Décret du Président de la République du Kazakhstan. (13 septembre 2016). Décret n°329 « *Sur les mesures d'amélioration plus poussée du système d'administration publique* ».

Закон Республики Казахстан. (11 июля 2017). Закон Республики Казахстан от 11 июля 2017 №91-VI «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам их приведения в соответствие с нормами Конституции Республики Казахстан.» Loi de la République du Kazakhstan. (11 juillet 2017). Loi n° 91-VI « *Sur l'introduction de changements et d'ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de leur citation en vertu des normes de la Constitution de la République du Kazakhstan* » (« *O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye akty RK po voprosam ikh privedenia v sootvetsvie s normami Konstitutsii RK* »).

Указ Президента Республики Казахстан. (29 сентября 2017). Указ Президента республики Казахстан от 29 сентября 2017 года №554 «Об утверждении Военной доктрины РК». Décret du Président de la République du Kazakhstan. (29 septembre 2017). « *Sur l'affirmation de la doctrine militaire de la République du Kazakhstan* ».

Закон Республики Казахстан. (13 мая 2020). Закон Республики Казахстан от 13 мая 2020 №325-VI «О внесении изменений и дополнений в некоторые законодательные акты Республики Казахстан по вопросам противодействия легализации (отмыванию) доходов, полученных преступным путем, и финансированию терроризма», статья 1, подпункт 16. Loi de la République du Kazakhstan. (15 mai 2020). Loi n° 325-VI « *Sur l'introduction de changements et d'ajouts à certains actes législatifs de la République du Kazakhstan sur les questions de lutte contre le blanchiment d'argent perçu par des moyens criminels et le financement du terrorisme* » (« *O vnesenii izmenenii i dopolnenii v nekotorye zakonodatelnye akty RK po voprosam protivodeistvia legalizatsii (otmyvaniu) dokhodov, polutchennykh prestupnym putem, i financirovaniu terrorizma* »).

Presse et médias :

Alzhanova, R. (6 February 2020). “Zhusan operation: 595 Kazakhstanis repatriated from Syria”, Kazinform, Nursultan.

Baigenews.kz. (7 апреля 2017). «Как Казахстан борется с терроризмом?». Baigenews.kz. (7 avril 2017). « *Comment le Kazakhstan lute-t-il contre le terrorisme?*» (« *Как Kazakhstan boretsa s terrorizmom?* »).

Kosolapova, E. (8 October 2012). “Crime rate increases in Kazakhstan”, Trend News Agency.

Ксенофонтов, А. (11 ноября 2016). «Терроризм в Казахстане: меры противодействия», fb.ru. Ksenofontov, A. (11 novembre 2016). « Le terrorisme au Kazakhstan : les mesures de lutte ».

Сарсенбаева, Ж. (5 мая 2021). «Операция «Жусан»: почему казахстанцы оказались в Сирии», Masa Media. Sarsenbayeva, Z. (5 mai 2021). « Opération ‘Zhouan’ : pourquoi des Kazakhstanais se trouvaient en Syrie » (« Operatsia ‘Zhouan’ : potchemu kazakhstantsy okazalis v Sirii »), Masa Media.

Sputnik. (13 октября 2019). «Терроризм, секты и субкультуры: в Алматы обсудили угрозы современному Казахстану». Sputnik. (13 octobre 2019). « Terrorisme, sectes et sous-cultures : les menaces auxquelles fait face le Kazakhstan contemporain font l’objet de discussions à Almaty » (« Terrorism, sekty i subkultury : v Almaty obsoudili ugrozy sovremennomu Kazakhstanu »).

Staff Report. (11 November 2019). “National Security Committee releases film about Kazakh citizen who returned from Syria”, The Noursultan Times, Nursultan.

Stevens. C. (2 mars 2021). « Droits de l’homme au Kazakhstan », Euroreporter, Le Kazakhstan.

Винявский, И. (19 марта 2020). «Дуумвират, Айсултангейт, протесты и либерализация. Итоги года президентства Токаева», Белсат, Новости, Варшава. Viniavski, I. (19 mars 2020). « Duumvirat, Aisultangent, manifestation et libéralisation. Le bilan d’un an de présidence Tokaïev », Belsat, Novosti, Varsovie.

Zakon.kz. (2 сентября 2019). «Токаев: бессистемная либерализация приводит к хаосу». Zakon.kz. (2 septembre 2019). « Tokaïev : une libéralisation non-systémique ne mènera qu’au chaos ».

Sources internationales :

United Nations. (2 September 2003). “Note verbale dated 2 September 2003 from the Permanent Mission of Kazakhstan to the United Nations addressed to the Chairman of the Committee”, Security Council Committee established pursuant to resolution 1267 (1999), S/AC.37/2003/(1455)/69.

United States Department of State. (19 July 2017). Country Reports on Terrorism 2016 – Kazakhstan.

United Nations. (24 September 2014). Resolution 2178 (2014) adopted by the Security Council at its 7272nd meeting, on 24 September 2015, point 8, p. 5/8, Security Council, S/RES/2178 (2014).